



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Α Θ Η Ν Α
22 ΙΟΥΝΙΟΥ 1963

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
79

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1363

Κύρωση Ευρωπαϊκής Σύμβασης για τα Προξενικά Καθήκοντα.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυροῦμεν καὶ ἐκδίδομεν τὸν κατωτέρω ὑπὸ τῆς Βουλῆς, ψηφισθέντα νόμον :

Ἄρθρο πρῶτο.

Κυρώνεται, καὶ ἔχει τὴν ἰσχύ τοῦ ὁρίζει τὸ ἄρθρο 28 παρ. 1 τοῦ Συντάγματος, ἡ Εὐρωπαϊκὴ Σύμβαση γιὰ τὰ Προξενικά Καθήκοντα, μαζί με τὰ συνημμένα σ' αὐτὴν I καὶ II Παραρτήματα, ποὺ ὑπογράφηκαν στὸ Παρίσι στὶς 11 Δεκεμβρίου 1967, τῶν ὁποίων τὸ κείμενο σὲ πρωτότυπο στὴ Γαλλικὴ καὶ σὲ μετάφραση στὴν Ἑλληνικὴ ἔχει ὡς ἑξῆς :

CONVENTION EUROPEENNE SUR LES FONCTIONS CONSULAIRES PREAMBULE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention.

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres, afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun et de favoriser leur progrès économique et social, et que ce but peut être atteint notamment par la conclusion de conventions internationales;

Prenant note du fait que les relations et les privilèges et immunités consulaires ont été réglés par la Convention de Vienne sur les relations consulaires, signée le 24 avril 1963, et par d'autres Conventions ;

Convaincus que la conclusion d'une Convention européenne sur les fonctions consulaires est de nature à faire progresser l'oeuvre d'unification et de coopération européennes;

Affirmant que les questions qui ne sont pas réglées par la présente Convention continueront à être régies par le droit international coutumier ;

Constatant que les règles particulières en matière de fonctions consulaires ont pu être établies en ce qui con-

cerne les fonctionnaires consulaires des Parties Contractantes uniquement en raison de l'étroite coopération qui les unit,

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I Définitions

Article 1

Aux fins de la présente Convention,

(a) l'expression «fonctionnaire consulaire» s'entend de toute personne chargée par l'Etat d'envoi de l'exercice de fonctions consulaires et autorisée par l'Etat de résidence à exercer ces fonctions ;

(d) l'expression «Etat d'envoi» désigne la Partie Contractante qui nomme le fonctionnaire consulaire ;

(c) l'expression «Etat de résidence» désigne la Partie Contractante sur le territoire de laquelle le fonctionnaire consulaire exerce ses fonctions ;

(d) l'expression «ressortissant» vise toute personne, y compris, lorsque le contexte l'admet, toute personne morale qui, à l'égard de l'Etat d'envoi, est considérée comme son ressortissant en conformité de sa loi ;

(e) l'expression «poste consulaire» s'entend de tout consulat général, consulat, vice-consulat ou agence consulaire ;

(f) l'expression «circonscription consulaire» s'entend du territoire attribué à un poste consulaire pour l'exercice des fonctions consulaires ;

(g) l'expression «navire de l'Etat d'envoi» désigne tout bâtiment de mer, autre qu'un bâtiment de guerre, qui possède la nationalité de l'Etat d'envoi conformément à la législation de cet Etat.

CHAPITRE II Fonctions Consulaires en Général

Article 2

1. Les fonctionnaires consulaires ont le droit de protéger les ressortissants de l'Etat d'envoi, et de défendre leurs droits et intérêts.

2. Ils ont également le droit de favoriser les intérêts de l'Etat d'envoi, notamment dans les matières commerciale, économique, sociale, professionnelle, touristique, artistique, scientifique et d'éducation, ainsi qu'en matière maritime et d'aviation civile, et de promouvoir et de développer, dans ces domaines et dans d'autres, la coopération entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence.

3. Après notification à l'Etat de résidence, toute Partie Contractante a le droit de confier la protection de ses ressortissants et la défense de leurs droits et intérêts à des fonctionnaires consulaires d'une autre Partie Contractante.

Article 3

1. Dans l'exercice des fonctions consulaires, les fonctionnaires consulaires ont le droit de s'adresser :

(a) aux autorités administratives et judiciaires compétentes de leur circonscription;

(b) dans les affaires intéressant cette même circonscription, aux autorités centrales compétentes, administratives et judiciaires, de l'Etat de résidence, dans la mesure où la pratique de cet Etat le permet.

2. Lorsque les fonctionnaires consulaires s'adressent aux autorités précitées par écrit, celles-ci peuvent exiger une traduction dans une des langues officielles de l'Etat de résidence.

Article 4

En vue de la protection des droits et intérêts des ressortissants de l'Etat d'envoi, les fonctionnaires consulaires ont le droit :

(a) sous réserve des dispositions de l'article 6, de se rendre auprès de ces ressortissants, de communiquer et de s'entretenir avec eux et de les conseiller ;

(b) de s'informer au sujet de tout incident affectant les intérêts de ces ressortissants ;

(c) d'assister ces ressortissants dans leurs rapports avec les autorités administratives mentionnées à l'article 3 ;

(d) de les aider, lorsque les lois et règlements de l'Etat de résidence ne s'y opposent pas, dans leurs instances devant les autorités judiciaires mentionnées à l'article 3 ;

(e) de leur assurer, s'il y a lieu, l'assistance d'un homme de loi ;

(f) de proposer un interprète pour assister leurs ressortissants devant les autorités visées à l'article 3 ou, avec le consentement desdites autorités, d'agir en qualité d'interprète pour le compte de ces ressortissants.

Article 5

Les ressortissants de l'Etat d'envoi ont, en tout temps, le droit de communiquer avec les fonctionnaires consulaires compétents, sous réserve des dispositions de l'article 6, et, à moins d'être arrêtés ou détenus, de se rendre auprès d'eux au poste consulaire.

Article 6

1. Le fonctionnaire consulaire est informé sans retard par les autorités compétentes de l'Etat de résidence lorsque, dans les limites de sa circonscription, un ressortissant de l'Etat d'envoi a l'objet de la part desdites autorités d'une mesure privative de liberté.

2. Toute communication entre ce fonctionnaire consulaire et un ressortissant de l'Etat d'envoi arrêté ou détenu autrement qu'en exécution d'un jugement ou d'une décision administrative définitive, est transmise sans retard par les autorités compétentes. Le fonctionnaire consulaire a le droit de visiter ce ressortissant et de s'entretenir avec lui. Les droits mentionnés au présent paragraphe doivent être exercés conformément aux lois et règlements de l'Etat de résidence, à condition, tou-

tefois, que ces lois et règlements permettent la pleine réalisation des fins pour lesquelles les droits sont accordés en vertu du présent paragraphe.

3. Toute communication entre les fonctionnaires consulaires et un ressortissant de l'Etat d'envoi se trouvant dans un établissement de détention de leur circonscription en exécution d'un jugement ou d'une décision administrative définitive, est transmise sans retard, compte tenu du règlement de cet établissement. A cette condition, les fonctionnaires consulaires ont le droit, après en avoir fait connaître l'intention à l'autorité compétente, de visiter ce ressortissant et de s'entretenir avec lui, même en particulier.

Article 7

Les fonctionnaires consulaires ont le droit :

(a) d'immatriculer les ressortissants de l'Etat d'envoi ;

(b) de délivrer et renouveler aux ressortissants de l'Etat d'envoi et à toute autre personne qualifiée pour les obtenir :

(i) des pièces d'identité ;

(ii) des passeports ou autres titres de voyages ;

(c) d'accorder et renouveler tout visa d'entrée dans l'Etat d'envoi.

Article 8

Les fonctionnaires consulaires ont le droit :

(a) d'accomplir toutes les formalités se rapportant à tout service national obligatoire, y compris les obligations militaires des ressortissants de l'Etat d'envoi, de publier des avis à leur intention et de leur adresser des convocations individuelles ou tout autre document relatif à ces obligations ;

(b) d'envoyer des notifications individuelles aux ressortissants de l'Etat d'envoi à l'occasion de référendums et d'élections nationales et locales, et de recevoir les bulletins de vote de leurs ressortissants habilités à participer auxdits référendums et élections.

Article 9

Les fonctionnaires consulaires ont le droit, en matière civile et commerciale, de signifier des actes judiciaires, de transmettre des actes extra-judiciaires ou d'exécuter des commissions rogatoires à la demande des tribunaux de l'Etat d'envoi conformément aux accords internationaux en vigueur ou, à défaut de tels accords, si l'Etat de résidence ne s'y oppose pas.

Article 10

Les fonctionnaires consulaires peuvent délivrer des certificats d'origine ou de provenance de marchandises et d'autres pièces similaires.

Article 11

Les fonctionnaires consulaires peuvent recevoir en dépôt les sommes d'argent, documents et objets de toute nature qui leur seraient remis par des ressortissants de l'Etat d'envoi ou pour le compte de ces ressortissants.

Article 12

1. Les fonctionnaires consulaires ont le droit de recevoir toute déclaration qui pourrait être exigée par les lois et règlements de l'Etat d'envoi, notamment en ce qui concerne la nationalité.

2. Ils ont également le droit, dans la mesure où les lois et règlements de l'Etat de résidence ne s'y opposent pas, de légaliser ou certifier des signatures, de viser ou certifier des documents et de traduire ces documents en vue notamment de leur production devant une autorité de l'Etat de résidence.

Article 13

1. Les fonctionnaires consulaires ont le droit :

(a) de dresser ou transcrire des actes de naissance ou de décès ou tout autre acte relatif à l'état civil des ressortissants de l'Etat d'envoi ;

(b) de célébrer un mariage à condition qu'au moins un des futurs conjoints soit ressortissant de l'Etat d'envoi, qu'aucun d'eux ne soit ressortissant de l'Etat de résidence et que les lois et règlements de l'Etat de résidence ne s'opposent pas à la célébration du mariage par le fonctionnaire consulaire.

2. L'établissement des actes visés au paragraphe 1, alinéa (a), ne comporte pas d'exemption quant aux obligations prévues par les lois et règlements de l'Etat de résidence.

Article 14

1. Si des lois et règlements de l'Etat de résidence ne s'y opposent pas, et sans préjudice de toute mesure que les autorités compétentes de cet Etat pourraient prendre à cet effet, les fonctionnaires consulaires ont le droit de sauvegarder les intérêts des mineurs et autres incapables ressortissants de l'Etat d'envoi, et notamment d'organiser leur tutelle ou curatelle.

2. Lorsque cette tutelle ou curatelle sera organisée par les autorités de l'Etat de résidence, les fonctionnaires consulaires ont le droit :

(a) de proposer à ces autorités une personne susceptible d'être désignée comme tuteur ou curateur ;

(b) de veiller sur les intérêts de ces mineurs et incapables.

3. S'il vient à la connaissance des autorités locales compétentes de l'Etat de résidence qu'un ressortissant de l'Etat d'envoi auquel un régime de tutelle ou de curatelle doit être appliqué, se trouve dans l'Etat de résidence, elles en informeront le fonctionnaire consulaire intéressé. Celui-ci informera de même lesdites autorités s'il tient les renseignements en question d'une autre source.

Article 15

1. Les fonctionnaires consulaires ont le droit de dresser ou recevoir en la forme notariée ou en la forme analogue prévue par les lois et règlements de l'Etat d'envoi :

(a) tous actes et contrats concernant exclusivement les ressortissants de l'Etat d'envoi ;

(b) les contrats de mariage dans lesquels au moins l'une des parties est ressortissant de l'Etat d'envoi ;

(c) tous actes et contrats nonobstant le fait qu'aucune des parties ne soit ressortissant de l'Etat d'envoi, à la condition que ces actes et contrats se rapportent à des biens situés dans cet Etat ou soient destinés à produire leurs effets sur le territoire de ce même Etat.

2. Les actes et contrats visés au paragraphe précédent ne pourront produire d'effets juridiques sur le territoire de l'Etat de résidence que dans la mesure où les lois et règlements de celui-ci ne s'y opposent pas.

3. Lorsqu'une prestation de serment ou une déclaration tenant lieu de serment est exigée par les lois et règlements de l'Etat d'envoi, les fonctionnaires consulaires ont le droit de recueillir ce serment ou cette déclaration.

Article 16

1. Les fonctionnaires consulaires peuvent conseiller les ressortissants de l'Etat d'envoi sur les droits que comportent les lois et règlements relatifs à la sécurité sociale et à l'assistance sociale et médicale de l'Etat de résidence, et leur prêter toute assistance en la matière.

2. En particulier, ils peuvent, lorsque le bénéficiaire n'est pas dûment représenté dans l'Etat de résidence, recevoir, conformément aux lois et règlements de l'Etat de résidence, le versement des pensions, rentes ou indemnités dues aux ressortissants de l'Etat d'envoi, et transmettre ces prestations aux ayants-droit conformément aux lois et règlements de l'Etat d'envoi et aux accords internationaux en vigueur, notamment dans le domaine de la sécurité sociale.

CHAPITRE III
Successions

Article 17

1. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence informent le fonctionnaire consulaire intéressé aussitôt qu'elles en ont connaissance :

(a) du décès dans sa circonscription d'un ressortissant de l'Etat d'envoi ;

(b) de l'ouverture dans sa circonscription de toute succession dans laquelle il apparaît que le fonctionnaire consulaire peut avoir le droit de représenter des intérêts en vertu du présent chapitre.

2. Le fonctionnaire consulaire, s'il a connaissance le premier d'un tel décès ou de l'ouverture d'une telle succession, informe de même les autorités compétentes de l'Etat de résidence, et le cas échéant, d'autres fonctionnaires consulaires intéressés.

Article 18

Lorsqu'un ressortissant de l'Etat d'envoi est décédé dans l'Etat de résidence n'y ayant pas son domicile ou sa résidence habituelle, le fonctionnaire consulaire dans la circonscription duquel le décès s'est produit peut prendre en charge les effets personnels et sommes d'argent laissés par le défunt pour en assurer la sauvegarde immédiate, sous réserve du droit des autorités administratives ou judiciaires de l'Etat de résidence de s'en saisir dans l'intérêt de la justice. Toute mesure conservatoire ou de disposition relative à ces effets ou sommes d'argent est soumise aux lois et règlements de l'Etat de résidence.

Article 19

Lorsque dans l'Etat de résidence il est permis de recueillir et de remettre des successions de peu d'importance sans avoir obtenu au préalable un mandat judiciaire, le fonctionnaire consulaire a le droit de recueillir et de remettre de telles successions des ressortissants de l'Etat d'envoi.

Article 20

1. Lorsqu'un défunt laisse des biens dans l'Etat de résidence et qu'un ressortissant de l'Etat d'envoi ne réside pas dans l'Etat de résidence et n'y étant pas légalement représenté a ou pourrait avoir des intérêts dans ces biens, le fonctionnaire consulaire dans la circonscription duquel la succession est administrée ou gérée conformément aux lois et règlements de l'Etat de résidence ou, à défaut, dans la circonscription duquel les biens sont situés, a le droit de représenter ce ressortissant, en ce qui concerne les intérêts de ce dernier dans cette succession ou dans ces biens, comme si une procuration avait été établie en sa faveur par ce ressortissant.

2. Les dispositions du précédent paragraphe s'appliquent également, si cela est compatible avec les lois et règlements de l'Etat de résidence, lorsqu'un ressortissant de l'Etat d'envoi résidant dans l'Etat de résidence se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses droits.

3. La procuration présumée du fonctionnaire consulaire cesse d'avoir effet à compter du jour où le fonctionnaire consulaire est informé que ce ressortissant défend ses intérêts dans l'Etat de résidence soit en personne, soit par l'intermédiaire d'un représentant dûment nommé.

4. Si toutefois un mandat judiciaire a été accordé au fonctionnaire consulaire en conformité de l'article 23, la procuration présumée cesse d'avoir effet à partir du jour où ce mandat aura pris fin sur demande de l'intéressé ou de son représentant ou autrement.

Article 21

1. Lorsque le fonctionnaire consulaire exerce le droit de représentation prévu à l'article 20, il peut intervenir en vue d'assurer la protection et la conservation des intérêts de la personne qu'il a le droit de représenter, sous réserve des dispositions du paragraphe 1er de l'article 23. Il peut, le cas échéant, demander aux autorités administratives ou judiciaires de l'Etat de résidence l'apposition et la levée des scellés ainsi que l'établissement de l'inventaire.

2. Lorsque l'article 20 ne trouve pas application et si cela est compatible avec les lois et règlements de l'Etat de résidence, le fonctionnaire consulaire de l'Etat dont le défunt était le ressortissant peut intervenir dans le même sens sous réserve des dispositions du paragraphe 1er de l'article 23 en vue d'assurer la protection et la conservation des biens. Il en est de même lorsque les exécuteurs testamentaires ne se trouvent pas présents ou représentés.

Article 22

Lorsqu'un fonctionnaire consulaire exerce le droit de représentation prévu à l'article 20, il peut, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 23 et si cela est compatible avec les lois et règlements de l'Etat de résidence, prendre en charge et administrer la succession dans la même mesure que si une procuration avait été établie en sa faveur par son ressortissant, à moins qu'une autre personne ayant des droits égaux ou supérieurs n'ait déjà pris les mesures nécessaires à cet effet.

Article 23

1. Si, aux termes des lois et règlements de l'Etat de résidence, un mandat judiciaire est nécessaire pour habiliter le fonctionnaire consulaire à protéger et conserver la succession, tout mandat judiciaire dont aurait bénéficié le mandataire dûment nommé de la personne représentée par le fonctionnaire consulaire est accordé à celui-ci sur sa demande. Si un commencement de preuve fait apparaître la nécessité de protéger et de conserver immédiatement la succession, et qu'il existe une personne ayant un intérêt dans cette succession et pouvant être représentée par le fonctionnaire consulaire, le tribunal peut, à titre provisoire, lui accorder un mandat judiciaire limité à l'exercice de cette protection ou conservation jusqu'à ce qu'un autre mandat soit accordé.

2. Lorsqu'un mandat judiciaire est nécessaire aux termes des lois et règlements de l'Etat de résidence pour habiliter le fonctionnaire consulaire à prendre en charge et à administrer la succession, le fonctionnaire consulaire a le droit de demander et d'obtenir ce mandat dans les mêmes conditions qu'un mandataire dûment nommé par la personne intéressée.

3. Le tribunal peut surseoir à la délivrance au fonctionnaire consulaire d'un mandat pendant tout le temps qu'il considère nécessaire pour que la personne représentée par le fonctionnaire consulaire puisse être

avisée et décider si elle désire être représentée autrement.

Article 24

1. Lorsque le fonctionnaire consulaire a obtenu un mandat judiciaire conformément au paragraphe 2 de l'article 23, il doit, si le tribunal le demande, apporter une preuve valable de la remise de l'actif aux personnes habilitées à le recevoir ou, au cas où il ne serait pas en mesure d'apporter cette preuve, rembourser ou restituer cet actif à l'autorité ou à la personne qualifiée à cet effet. Il doit également, après avoir administré la succession, remettre l'actif aux personnes habilitées à le recevoir par telles voies que le tribunal pourrait, le cas échéant, déterminer.

2. Lorsque le fonctionnaire consulaire peut prendre en charge et administrer la succession sans mandat judiciaire, il doit se conformer, quant à la remise de l'actif aux bénéficiaires, aux dispositions des lois et règlements de l'Etat de résidence.

Article 25

Lorsqu'un fonctionnaire consulaire exerce, par rapport à une succession, les droits visés aux articles 18 à 24, il est soumis, dans cette mesure et dans sa qualité consulaire, à la juridiction des tribunaux de l'Etat de résidence.

Article 26

Le fonctionnaire consulaire peut recevoir d'une autorité ou d'une personne compétente aux fins de transmission à un ressortissant de l'Etat d'envoi ne résidant pas dans l'Etat de résidence, des fonds ou autres avoirs auxquels ce ressortissant a droit par suite du décès d'une personne quelconque. Ces fonds ou autres avoirs peuvent comprendre, notamment, des parts dans une succession, des paiements effectués par application de la législation sociale, ainsi que les sommes perçues au titre de polices d'assurances sur la vie. En ce qui concerne la preuve de ce que les ressortissants destinataires desdits fonds ou autres avoirs les ont effectivement reçus ou en ce qui concerne la restitution desdits fonds ou autres avoirs, au cas où le fonctionnaire consulaire ne serait pas en mesure de produire une telle preuve, celui-ci se conformera aux conditions posées par l'autorité ou la personne compétente visée ci-dessus.

Article 27

Les fonds ou autres avoirs versés, remis ou transmis au fonctionnaire consulaire, ne peuvent l'être que dans la mesure et dans les conditions où le versement, la remise ou la transmission aux personnes que le fonctionnaire consulaire représente ou pour le compte desquelles il reçoit les fonds et autres avoirs, seraient autorisés par les lois et règlements de l'Etat de résidence. En ce qui concerne les fonds ou autres avoirs, le fonctionnaire consulaire n'a pas des droits plus étendus que ceux qu'auraient les personnes qu'il représente ou pour le compte desquelles il les recueille, si les fonds ou autres avoirs avaient été directement versés, remis ou transmis à ces personnes.

CHAPITRE IV

Navigation Maritime

Article 28

Les fonctionnaires consulaires ont le droit de prêter toute assistance appropriée aux navires de l'Etat d'envoi se trouvant dans les ports et dans les eaux territoriales ou intérieures de l'Etat de résidence.

Article 29

Les fonctionnaires consulaires peuvent requérir l'assistance des autorités de l'Etat de résidence dans toute affaire concernant l'exercice des fonctions visées au présent chapitre et ces autorités prêtent l'assistance ainsi requise à moins qu'elles n'aient des raisons sérieuses à invoquer pour la refuser dans un cas particulier.

Article 30

1. Lorsqu'un navire de l'Etat d'envoi se trouve dans un port de l'Etat de résidence, ou jette l'ancre dans les eaux territoriales ou intérieures dudit Etat, les fonctionnaires consulaires compétents peuvent, sitôt après son admission à la libre pratique se rendre à bord en personne ou y envoyer un délégué.

2. Le capitaine et les membres de l'équipage sont autorisés à communiquer avec le fonctionnaire consulaire. Ils peuvent se rendre au poste consulaire si le temps disponible avant le départ du navire le permet. Lorsque les autorités de l'Etat de résidence estiment que ce temps n'est pas suffisant, elles en informeront immédiatement le fonctionnaire consulaire compétent.

Article 31

Les fonctionnaires consulaires ont le droit :

(a) d'interroger le capitaine et les membres de l'équipage d'un navire de l'Etat d'envoi ;

(b) d'examiner et viser les documents de bord ;

(c) lorsque le droit maritime de l'Etat d'envoi l'exige, de recueillir des dépositions ou d'effectuer des déclarations maritimes relatives à tous les événements concernant le capitaine et les membres de l'équipage, ainsi que les autres personnes se trouvant à bord, le navire, son voyage, sa destination et sa cargaison ;

(d) d'une manière générale, de faciliter l'entrée du navire dans le port et dans les eaux territoriales ou intérieures, son séjour et son départ ;

(e) de délivrer, au nom de l'Etat d'envoi, tous documents nécessaires pour permettre au navire de poursuivre son voyage ;

(f) de délivrer et renouveler tout document spécial concernant les marins et admis par les lois et règlements de l'Etat d'envoi ;

(g) de prendre toute disposition concernant l'engagement, l'embarquement, le licenciement et le débarquement du capitaine ou des membres de l'équipage ;

(h) de recevoir, dresser ou signer toute déclaration ou autre document prescrit par le droit maritime de l'Etat d'envoi et concernant notamment :

(i) l'inscription et la radiation d'un navire dans les registres de l'Etat d'envoi ;

(ii) toute mutation dans la propriété d'un navire figurant sur ce registre ;

(iii) toute inscription d'hypothèque ou autre droit réel grevant un tel navire ;

(iv) l'armement ou le désarmement d'un tel navire ;

(v) la perte du navire ou les avaries subies par lui ;

(i) de prendre toute autre mesure pour faire respecter à bord du navire les lois et règlements de l'Etat d'envoi en matière de navigation.

Article 32

Les fonctionnaires consulaires ou leurs délégués ont le droit de prêter aide et assistance au capitaine ou aux membres de l'équipage dans leurs rapports avec les autorités administratives ou judiciaires de l'Etat de résidence.

Article 33

Sous réserve des dispositions des articles 35 et 36, les fonctionnaires consulaires ont le droit ;

(a) de prendre des mesures pour maintenir le bon ordre et la discipline à bord des navires de l'Etat d'envoi ;

(b) de régler les contestations entre le capitaine et les membres de l'équipage, y compris les contestations relatives au salaire et aux contrats d'engagement.

Article 34

1. Les fonctionnaires consulaires peuvent prendre les dispositions nécessaires pour assurer l'assistance médicale, y compris l'hospitalisation du capitaine et des membres de l'équipage, même licenciés, d'un navire de l'Etat d'envoi.

2. Ils peuvent également prendre les dispositions nécessaires pour le rapatriement des mêmes personnes.

Article 35

1. Sauf à la requête des fonctionnaires consulaires ou avec leur consentement, les autorités administratives de l'Etat de résidence n'interviennent pas dans les affaires relatives à la direction intérieure du navire.

2. Les autorités administratives ou judiciaires de l'Etat de résidence n'interviennent pas au sujet de la détention, à bord, d'un marin pour faute disciplinaire, si cette détention est prévue par les lois et règlements de l'Etat d'envoi et n'est accompagnée d'aucune mesure de sévérité inhumaine ou injustifiable, ou s'il n'existe pas de motifs sérieux pour estimer que la vie ou la liberté du marin seront menacées en raison de sa race, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de sa religion dans tout pays de destination probable du navire.

3. En ce qui concerne les contestations entre le capitaine et les membres de l'équipage sur le salaire et les contrats d'engagement, les autorités judiciaires de l'Etat de résidence n'exerceront la compétence qu'elles possèdent aux termes des lois et règlements de cet Etat qu'après notification au fonctionnaire consulaire, et sauf objection de celui-ci.

Article 36

1. Sauf stipulation contraire des paragraphes 2 et 3 du présent article, les autorités judiciaires et administratives de l'Etat de résidence ne peuvent exercer leur juridiction ou intervenir au sujet d'infractions ou de faits survenus à bord d'un navire, qu'à la requête ou avec le consentement du fonctionnaire consulaire ou de toute autre personne dûment autorisée.

2. Indépendamment du consentement du fonctionnaire consulaire ou d'une autre personne dûment autorisée, les autorités judiciaires de l'Etat de résidence peuvent exercer leur juridiction en ce qui concerne les infractions commises à bord, lorsque ces infractions ;

(a) ont été commises par ou contre toute personne autre que le capitaine ou un membre de l'équipage, ou par ou contre un ressortissant de l'Etat de résidence ;

(b) ont compromis la tranquillité ou la sécurité d'un port de l'Etat de résidence ou la sécurité des eaux territoriales ou intérieures de cet Etat ;

(c) sont des infractions contre les lois et règlements de l'Etat de résidence concernant la sûreté de l'Etat, la santé publique, la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'entrée du territoire, la douane ou la pollution par les hydrocarbures ;

(d) constituent des infractions graves.

3. Les autorités administratives de l'Etat de résidence peuvent intervenir, indépendamment du consentement du fonctionnaire consulaire ou de toute autre personne dûment autorisée, au sujet de faits survenus à bord du navire :

(a) lorsqu'une personne est accusée d'avoir commis à bord du navire une infraction au sujet de laquelle les autorités judiciaires de l'Etat de résidence peuvent, conformément au paragraphe précédent, exercer leur juridiction, ou lorsqu'il existe des motifs sérieux de croire qu'une telle infraction est sur le point d'être, est, ou a été commise à bord ;

(b) lorsqu'elles sont en droit d'intervenir, conformément au paragraphe 2 de l'article 35 ;

(c) lorsqu'une personne est retenue à bord contre sa volonté, à l'exception du cas de détention d'un membre de l'équipage pour faute disciplinaire ;

(d) pour prendre toute mesure ou procéder à tout examen qu'elles considèrent nécessaires, ayant trait à l'une des mesures visées aux alinéas (b) et (c) du paragraphe précédent.

4. Aux fins du présent article, le terme «infraction grave» désigne toute infraction qui, d'après les lois et règlements de l'Etat de résidence, est punissable d'une peine maximale privative de liberté d'au moins cinq ans ou, les cas échéant, et pour les Etats qui en auront fait notification, d'une peine privative de liberté de trois ou quatre ans.

Article 37

1. A moins que cela ne soit impossible en raison de l'urgence de l'affaire, le fonctionnaire consulaire doit être informé suffisamment à l'avance pour lui permettre d'être présent, lorsque les autorités de l'Etat de résidence procèdent à bord du navire à l'application des dispositions de l'article 36.

2. Dans tous les cas où les autorités de l'Etat de résidence agissent en vertu de l'article 36, elles fourniront aux fonctionnaires consulaires des renseignements complets sur les faits en cause.

3. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux examens usuels concernant les douanes, la santé publique, la police des ports, les marchandises dangereuses et le contrôle de l'immigration.

Article 38

1. Lorsqu'un membre de l'équipage d'un navire ne rejoint pas son poste à bord d'un navire de l'Etat d'envoi, les autorités administratives et judiciaires de l'Etat de résidence accordent sur requête du fonctionnaire consulaire toute assistance possible pour la recherche dudit membre de l'équipage.

2. Sur preuve de désertion et sous réserve des dispositions de l'article 29, le déserteur est détenu par les autorités de l'Etat de résidence, et reconduit à bord ou remis au capitaine, ou à toute autre personne compétente en vertu des lois et règlements de l'Etat de résidence.

3. Les autorités de l'Etat de résidence ne sont pas tenues par les stipulations du paragraphe précédent :

(a) lorsque le déserteur est un ressortissant de l'Etat de résidence ;

(b) lorsqu'il existe des motifs sérieux de croire que la vie ou la liberté de celui-ci seront menacées en raison de sa race, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de sa religion dans tout pays de destination probable du navire.

4. Lorsqu'un membre de l'équipage d'un navire manque ce navire et désire le rejoindre dans un autre port

ou rejoindre un autre navire, ou d'une manière générale quitter immédiatement l'Etat de résidence, les autorités de cet Etat, sur la requête du fonctionnaire consulaire, accorderont s'il y a lieu et sous réserve des dispositions de l'article 29, les facilités et l'assistance appropriées à ces fins, et s'abstiendront de toute action qui pourrait en entraver la réalisation.

Article 39

1. Les autorités de l'Etat de résidence informèrent dès qu'elles en auront connaissance le fonctionnaire consulaire compétent lorsque :

(a) un navire de l'Etat d'envoi fait naufrage ou échoue dans les eaux territoriales ou intérieures de l'Etat de résidence ou au voisinage de ces eaux ;

(b) la partie d'un navire ou la cargaison d'un navire de l'Etat d'envoi échouent sur le littoral de l'Etat de résidence.

2. Les autorités de l'Etat de résidence prendront toutes les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre, assurer la protection du navire, des personnes et des biens dans les cas visés au paragraphe précédent, et éviter les dommages qui pourraient être causés à d'autres navires ou aux aménagements portuaires. Elles informeront également aussitôt que possible le fonctionnaire consulaire compétent de ces mesures et, lorsque cela s'avère approprié et praticable, l'associeront à celles-ci.

Article 40

1. Lorsque le capitaine, l'armateur, les assureurs ou leurs agents ne sont pas en mesure de prendre des dispositions à cet effet, le fonctionnaire consulaire compétent pourra prendre en qualité de représentant de l'armateur, en collaboration avec les autorités de l'Etat de résidence et conformément aux lois et règlements de cet Etat, les mêmes dispositions concernant un navire, une partie de ce navire, ou la cargaison, visés au paragraphe 1 de l'article 39, que l'armateur aurait pu prendre s'il avait été présent.

2. Les objets appartenant à un tel navire ou à une telle cargaison ne seront passibles de droits et taxes d'importation que s'ils sont livrés à la consommation intérieure dans l'Etat de résidence. Les autorités de l'Etat de résidence pourront cependant, si elles le jugent opportun, réclamer des garanties en vue de la sauvegarde des intérêts du Trésor en ce qui concerne pareils objets temporairement entreposés dans l'Etat de résidence.

Article 41

1. Lorsque le capitaine ou un membre de l'équipage, n'étant pas ressortissant de l'Etat du pavillon, vient à décéder en mer, ou à terre dans un pays quelconque, les autorités compétentes de l'Etat du pavillon communiqueront sans délai au fonctionnaire consulaire ou aux autres autorités compétentes de l'Etat du de cujus copie des comptes qu'elles ont reçus en ce qui concerne les effets, salaire ou autres biens du défunt, ainsi que tous les renseignements susceptibles de faciliter la recherche de personnes ayant des droits à faire valoir pour recueillir sa succession.

2. Lorsque la valeur des effets, salaire et autres biens du capitaine ou du marin défunt n'excède pas 500 francs suisses or, ou toute autre somme supérieure dont le montant sera notifié ultérieurement par l'Etat du pavillon, les autorités compétentes de cet Etat, lorsque elles sont convaincues qu'une personne résidant dans l'Etat du de-cujus a qualité pour recueillir la succession du défunt, transféreront sans délai au fonctionnaire consulaire ou aux autres autorités compétentes de l'Etat du

de cujus les effets, salaire et autres biens du capitaine ou du marin défunt dont elles ont la garde. Toutefois, les autorités de l'Etat du pavillon ont le droit, avant de procéder à ce transfert, de prélever sur l'actif de ladite succession toutes sommes nécessaires pour couvrir les créances de personnes ne résidant pas dans l'Etat du de cujus lorsqu'elles estiment que ces créances sont justifiées.

CHAPITRE V

Dispositions Générales

Article 42

Dans l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires consulaires peuvent percevoir les droits et taxes prévus par l'Etat d'envoi. Les droits et taxes ainsi perçus seront librement convertibles et transférables dans la monnaie de l'Etat d'envoi.

Article 43

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux autres accords internationaux en vigueur dans les rapports entre les Etats parties à ces accords.

Article 44

1. Les fonctionnaires consulaires, en plus des fonctions consulaires prévues dans la présente Convention, ont le droit d'exercer toutes les autres fonctions consulaires qui leur sont conférées par l'Etat d'envoi et qui ne sont pas interdites par la législation de l'Etat de résidence ou auxquelles cet Etat ne s'oppose pas.

2. Dans tous les cas où la présente Convention prévoit l'exercice de certaines fonctions par un fonctionnaire consulaire, il appartient à l'Etat d'envoi de déterminer si et dans quelle mesure les fonctionnaires consulaires exerceront ces fonctions.

3. Aucune Partie Contractante ne peut prétendre, en vertu de la présente Convention, que ses fonctionnaires consulaires puissent exercer sur le territoire d'une autre Partie des fonctions dont Elle n'admet pas l'exercice par les fonctionnaires consulaires de cette dernière.

Article 45

Lorsque l'application des articles de la présente Convention peut intéresser les fonctionnaires consulaires de deux ou plusieurs Parties Contractantes, il appartiendra à ces fonctionnaires consulaires de prendre tous les contacts nécessaires en vue d'instituer une coopération utile non seulement entre eux-mêmes, mais aussi entre eux et les autorités administratives et judiciaires de l'Etat de résidence.

Article 46

1. Le fonctionnaire consulaire de l'Etat où réside habituellement un apatride peut protéger celui-ci d'après les dispositions du paragraphe 1er de l'article 2 de la présente Convention, à moins que cet apatride ne soit un ancien ressortissant de l'Etat de résidence.

2. Le présent article s'appliquera à toute personne qui est un «apatride» au sens de la Convention relative au statut des apatrides, ouverte à la signature à New York, le 28 septembre 1954.

Article 47

L'Etat de résidence ne sera pas tenu d'admettre qu'un fonctionnaire consulaire puisse exercer des fonctions consulaires ou agir en faveur ou s'occuper de quelque autre manière d'un ressortissant de l'Etat d'envoi qui est devenu réfugié politique pour des raisons de race, de nationalité, d'opinions politiques ou de religion.

Article 48

Aucune disposition de la présente Convention ne portera atteinte au statut spécial et à la protection internationale qui sont accordés, par les Parties à cette Convention, aux réfugiés conformément aux instruments internationaux présent ou à venir.

CHAPITRE VI

Dispositions Finales

Article 49

Les Annexes à la présente Convention font partie intégrante de celle-ci.

Article 50

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée ou acceptée. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du cinquième instrument de ratification ou d'acceptation.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui a ratifié ou l'acceptera ultérieurement trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation.

Article 51

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra décider, à l'unanimité, d'inviter tout Etat européen non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

Article 52

1. Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Toute Partie Contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont Elle assure les relations internationales ou pour lequel Elle est habilitée à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 55 de la présente Convention.

Article 53

1. Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, déclarer faire usage d'une ou de plusieurs des réserves figurant à l'Annexe I de la présente Convention.

2. Toute Partie Contractante peut retirer en tout ou en partie une réserve formulée par elle en vertu du paragraphe précédent, au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et qui prendra effet à la date de sa réception.

3. La Partie Contractante qui a formulé une réserve au sujet d'une disposition de la présente Convention ne peut prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie; toutefois, Elle peut, si la réserve est partielle ou conditionnelle, prétendre à l'application de cette disposition dans la mesure où Elle l'a acceptée.

Article 54

Toute Partie Contractante pourra, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, déclarer qu'Elle a, d'un commun accord avec une ou plusieurs autres Parties Contractantes, élargi la portée de certaines dispositions de la présente Convention dans ses rapports avec cette ou ces autres Parties. Une telle notification devra être accompagnée du texte de l'accord intervenu.

Article 55

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 56

1. Les parties à tout litige qui surgit au sujet de l'application ou de l'interprétation des dispositions de la présente Convention ou de ses Protocoles, devront en rechercher la solution, avant tout, par voie de négociation, de conciliation, d'arbitrage, ou par tout autre mode de règlement pacifique accepté d'un commun accord par elles.

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra établir des procédures de règlement qui pourraient être utilisées par les parties à un litige, si elles y consentent.

2. Si les parties ne réussissent pas à régler le différend visé au paragraphe précédent par l'un des moyens indiqués audit paragraphe, il sera soumis, à la requête d'une des parties, à la Cour Internationale de Justice.

Article 57

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention :

- (a) toute signature ;
- (b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion ;
- (c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément aux articles 50 et 51;
- (d) toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 52;
- (e) toute réserve formulée en application des dispositions du paragraphe 1er de l'article 53;
- (f) le retrait de toute réserve effectuée en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 53;
- (g) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 36 paragraphe 4, de l'article 41 paragraphe 2, et de l'article 54;
- (h) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 55 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le 11 décembre 1967 en français et en anglais, les deux textes faisant également loi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

ANNEXE I

Chacune des Parties Contractantes peut déclarer qu'Elle se réserve :

1. de ne pas reconnaître l'obligation d'informer les fonctionnaires prévue au paragraphe 1er de l'article 6 si l'intéressé, après avoir été informé sans retard de ses droits, ne le demande pas et de ne permettre l'exercice du droit de visite visé aux paragraphes 2 et 3 de l'article 6 que si l'intéressé ne s'y oppose pas ;

2. de décider que les avis que les fonctionnaires consulaires publieront à l'intention de leurs ressortissants, dans le cadre de l'alinéa (a) de l'article 8, ne sauteront en aucun cas être publiés dans la presse locale ;

3. de ne pas permettre aux fonctionnaires consulaires de recueillir, sous quelque forme que ce soit, des bulletins de vote qui leur seraient remis, dans le cadre de l'alinéa (b) de l'article 8, par leurs ressortissants désireux de participer à un référendum ou à une élection ;

4. de ne pas reconnaître d'effets, sur leur territoire, aux actes d'état civil dressés par les fonctionnaires consulaires conformément à l'alinéa (a) du paragraphe 1er de l'article 13.

ANNEXE II

Les Parties Contractantes reconnaissent que l'Autriche n'est pas tenue d'appliquer à la navigation à l'intérieur de son territoire les dispositions du Chapitre IV de la présente Convention concernant la navigation maritime.

ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΣΥΜΒΑΣΗ ΓΙΑ ΤΑ ΠΡΟΞΕΝΙΚΑ ΚΑΘΗΚΟΝΤΑ

ΠΡΟΟΙΜΙΟ

Τὰ Κράτη μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης πού υπογράφουν αὐτή τή Σύμβαση

Θεωρώντας ὅτι σκοπός τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης εἶναι ἡ πραγματοποίηση στενότερης ἐνότητας μεταξύ τῶν Μελῶν του, γιά τή διαφύλαξη καί ἀνάπτυξη τῶν ἰδεωδῶν καί τῶν ἀρχῶν πού ἀποτελοῦν κοινὸ κτῆμα τους καί ἡ διευκόλυνση τῆς οἰκονομικῆς καί κοινωνικῆς προόδου τους, καί ὅτι αὐτὸ μπορεῖ νὰ ἐπιτευχθεῖ ἰδιαίτερα μὲ τή σύναψη διεθνῶν συμβάσεων,

Λαμβάνοντας ὑπόψη τὸ γεγονὸς ὅτι οἱ προξενικὲς σχέσεις, τὰ προνόμια καί οἱ ἀσυλίες ρυθμίστηκαν ἀπὸ τή Σύμβαση τῆς Βιέννης γιά τίς προξενικὲς σχέσεις πού ὑπογράφτηκε στίς 24 Ἀπριλίου 1963 καί ἀπὸ ἄλλες Συμβάσεις,

Ἐχοντας τὴν πεποίθηση ὅτι ἡ σύναψη μιᾶς Εὐρωπαϊκῆς Σύμβασης γιά τὰ προξενικά καθήκοντα ἀποσκοπεῖ στὴν προώθηση τοῦ ἔργου τῆς εὐρωπαϊκῆς ἐνοποίησης καί συνεργασίας,

Διαβεβαιώνοντας ὅτι τὸ διεθνὲς ἐθνικὸ δίκαιο θὰ ἐξακολουθεῖ νὰ διέπει τὰ θέματα πού δὲν ρυθμίζονται ἀπὸ τή Σύμβαση αὐτή,

Διαπιστώνοντας ὅτι οἱ εἰδικοὶ κανόνες σχετικὰ μὲ τὰ προξενικά καθήκοντα θεσπίστηκαν, ὥσον ἀφορᾷ τοὺς προξενικοὺς λειτουργοὺς τῶν Συμβαλλόμενων Μερῶν ἀποκλειστικὰ λόγω τῆς στενῆς συνεργασίας πού τὰ ἐνώνει,

Συμφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Ι

*Ορισμοί

*Άρθρο 1.

Για τους σκοπούς αυτής της Σύμβασης :

α) ο όρος «προξενικός λειτουργός» σημαίνει κάθε πρόσωπο έντεταλμένο από το Κράτος αποστολής για την άσκηση των προξενικών καθηκόντων και εξουσιοδοτημένο από το Κράτος διαμονής για την άσκηση των καθηκόντων αυτών,

β) ο όρος «Κράτος αποστολής» σημαίνει το Συμβαλλόμενο Μέρος που διορίζει τον προξενικό λειτουργό,

γ) ο όρος «Κράτος διαμονής» σημαίνει το Συμβαλλόμενο Μέρος που στο έδαφός του ο προξενικός λειτουργός άσκει τα καθήκοντά του,

δ) ο όρος «ύπληκος» αναφέρεται σε κάθε πρόσωπο, συμπεριλαμβανομένου εφ' όσον επιτρέπεται από τα συμφραζόμενα, κάθε νομικού προσώπου, που έναντι του Κράτους αποστολής θεωρείται ύπληκός του, σύμφωνα με τη νομοθεσία του,

ε) ο όρος «προξενική αρχή» σημαίνει κάθε γενικό προξενείο, προξενείο, υποπροξενείο ή προξενικό πρακτορείο,

στ) ο όρος «προξενική περιφέρεια» σημαίνει την περιοχή που υπάγεται στη δικαιοδοσία μιάς προξενικής αρχής για την άσκηση των προξενικών καθηκόντων,

ζ) ο όρος «πλοίο του αποστέλλοντος Κράτους» σημαίνει κάθε πλοίο, εκτός από τα πολεμικά, που έχει την εθνικότητα του Κράτους αποστολής σύμφωνα με τη νομοθεσία του Κράτους αυτού.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙ

Προξενικά Καθήκοντα Γενικά

*Άρθρο 2.

1. Οί προξενικοί λειτουργοί έχουν το δικαίωμα να προστατεύουν τους υπηκόους του Κράτους αποστολής και να προσπαίζουν τα δικαιώματα και τα συμφέροντά τους.

2. Έχουν επίσης το δικαίωμα να ευνουούν τα συμφέροντα του Κράτους αποστολής, ιδιαίτερα στον εμπορικό, οικονομικό, κοινωνικό, επαγγελματικό, τουριστικό, καλλιτεχνικό, επιστημονικό και εκπαιδευτικό τομέα, καθώς επίσης στον τομέα της ναυτιλίας και της πολιτικής αεροπορίας και να προάγουν και αναπτύσσουν σ' αυτούς και σε άλλους τομείς τη συνεργασία μεταξύ του Κράτους αποστολής και του Κράτους διαμονής.

3. Μετά από γνωστοποίηση προς το Κράτος διαμονής, κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος έχει το δικαίωμα να εμπιστευτεί την προστασία των υπηκόων του και την προστασία των δικαιωμάτων και συμφερόντων τους σε προξενικούς λειτουργούς άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

*Άρθρο 3.

1. Κατά την άσκηση των προξενικών καθηκόντων, οι προξενικοί λειτουργοί έχουν το δικαίωμα να άπευθύνονται :

α) στις αρμόδιες διοικητικές και δικαστικές αρχές της περιφέρειάς τους.

β) για τις υποθέσεις που άφορούν την ίδια την περιφέρεια, στις αρμόδιες κεντρικές αρχές, διοικητικές και δικαστικές του Κράτους διαμονής, στο μέτρο που το επιτρέπει η πρακτική του Κράτους αυτού.

2. Όταν οι προξενικοί λειτουργοί άπευθύνονται γραπτώς στις παραπάνω αρχές, αυτές μπορούν να άπαιτήσουν μετάφραση σε μιά από τις επίσημες γλώσσες του Κράτους διαμονής.

*Άρθρο 4.

Για την προστασία των δικαιωμάτων και των συμφερόντων των υπηκόων του Κράτους άποστολής, οι προξενικοί λειτουργοί έχουν το δικαίωμα :

α) με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 6, να μεταβαίνουν κοντά στους υπηκόους τους, να επικοινωνούν και να συνομιλούν μαζί τους και να τους συμβουλεύουν,

β) να πληροφροούνται για κάθε περιστατικό που θίγει τα συμφέροντα των υπηκόων τους,

γ) να βοηθούν τους υπηκόους αυτούς στις σχέσεις τους με τις διοικητικές αρχές που αναφέρονται στο άρθρο 3,

δ) να τους βοηθούν, εφ' όσον αυτό δέν αντίκειται στους νόμους και κανονισμούς του Κράτους διαμονής, στις παραστάσεις τους ενώπιον των δικαστικών αρχών που αναφέρονται στο άρθρο 3,

ε) να τους εξασφαλίζουν, εάν συντρέχει λόγος, τη συνδρομή δικηγόρου.

στ) να προτείνουν διεργημένα για να βοηθήσει τους υπηκόους τους στις προβλεπόμενες από το άρθρο 3 αρχές ή με τη συγκατάθεση των αρχών αυτών να ενεργούν σά διεργημένα για λογαριασμό των υπηκόων αυτών.

*Άρθρο 5.

Οί υπήκοοι του Κράτους άποστολής έχουν το δικαίωμα να έρχονται κάθε στιγμή σε επικοινωνία με τους αρμόδιους προξενικούς λειτουργούς, με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 6 και, εκτός από την περίπτωση σύλληψης ή κράτησής τους, να τους συναντούν στην προξενική αρχή.

*Άρθρο 6.

1. Ο προξενικός λειτουργός πληροφρείται χωρίς καθυστέρηση από τις αρμόδιες αρχές του Κράτους διαμονής όταν, μέσα στα όρια της περιφέρειάς του, ένας υπήκοος του Κράτους άποστολής είναι υποκείμενο μέτρου στερητικού της ελευθερίας εκ μέρους των αρχών αυτών.

2. Κάθε επικοινωνία μεταξύ του προξενικού αυτού λειτουργού και ενός υπηκόου του Κράτους άποστολής, που έχει συλληφθεί ή που κρατείται για αίτία άλλη από την εκτέλεση όριστικής δικαστικής άπόφασης ή όριστικής διοικητικής άπόφασης, διαβιβάζεται χωρίς καθυστέρηση από τις αρμόδιες αρχές. Ο προξενικός λειτουργός έχει το δικαίωμα να επισκέπτεται τον υπήκοο αυτόν και να συνομιλεί μαζί του.

Τα δικαιώματα που αναφέρονται στην παράγραφο αυτή, πρέπει να άσκούνται σύμφωνα με τους νόμους και κανονισμούς του Κράτους διαμονής, με την προϋπόθεση όμως ότι οι νόμοι και κανονισμοί αυτοί επιτρέπουν την πλήρη πραγματοποίηση των σκοπών για τους όποιους θεσπίζονται τα δικαιώματα σύμφωνα με την παράγραφο αυτή.

3. Κάθε επικοινωνία μεταξύ των προξενικών λειτουργών και ενός υπηκόου του Κράτους άποστολής που βρίσκεται στη φυλακή της περιφέρειάς τους, σε εκτέλεση όριστικής δικαστικής άπόφασης ή όριστικής διοικητικής άπόφασης, διαβιβάζεται χωρίς καθυστέρηση, λαμβανομένου ύπόψη του κανονισμού του ιδρύματος αυτού.

Με αυτή την προϋπόθεση, οι προξενικοί λειτουργοί έχουν το δικαίωμα, άφου γνωρίσουν την πρόθεσή τους στην αρμόδια αρχή, να επισκέπτονται τον υπήκοο αυτόν και να συνομιλούν μαζί του όκόμε και ιδιαίτερα.

*Άρθρο 7.

Οί προξενικοί λειτουργοί έχουν το δικαίωμα :

α) να καταγράφουν τους υπηκόους του Κράτους άποστολής,

β) να εκδίδουν και να άνανώνουν στους υπηκόους του Κράτους άποστολής και σε κάθε άλλο δικαιούμενο να τα άποκτήσει πρόσωπο :

ι) δελτία ταυτότητας

ιι) διαβατήρια ή άλλα ταξιδιωτικά έγγραφα

γ) να χορηγούν και να άνανώνουν κάθε άνάγκη είκόδου στο Κράτος άποστολής.

"Άρθρο 8.

Οι προξενικοί λειτουργοί έχουν το δικαίωμα :

α) να εκτελούν κάθε διατύπωση που αναφέρεται σε ύποπτα ή ύποπτα υποχρεωτική εθνική υπηρεσία, συμπεριλαμβανομένων των στρατιωτικών υποχρεώσεων των υπηκόων του Κράτους αποστολής, να δημοσιεύουν ανακοινώσεις για αυτούς και να τους απευθύνουν ατομικές κλήσεις ή οποιοδήποτε άλλο σχετικό με τις υποχρεώσεις αυτές έγγραφο,

β) να στέλνουν ατομικές γνωστοποιήσεις στους υπηκόους του Κράτους αποστολής με την ευκαιρία δημοψηφισμάτων ή εθνικών και τοπικών εκλογών και να παραλαμβάνουν τα ψηφοδέλτια των υπηκόων τους που δικαιούνται να μετέσχουν στα παραπάνω δημοψηφίσματα και εκλογές.

"Άρθρο 9.

Οι προξενικοί λειτουργοί έχουν το δικαίωμα ήσαν άφορξ τις αστικές και εμπορικές υποθέσεις να επιδίδουν δικαστικές πράξεις, να διαβιβάζουν εξώδικες πράξεις ή να εκτελούν δικαστικές παραγγελίες μετά από αίτηση των δικαστηρίων του Κράτους αποστολής, σύμφωνα με τις ισχύουσες διεθνείς συμφωνίες, ή εάν δεν υπάρχουν τέτοιες συμφωνίες, εάν δεν είναι αντίθετο σε αυτό το Κράτος διαμονής.

"Άρθρο 10.

Οι προξενικοί λειτουργοί μπορούν να εκδίδουν πιστοποιητικά καταγωγής ή προέλευσης εμπορευμάτων και άλλων παρόμοιων ειδών.

"Άρθρο 11.

Οι προξενικοί λειτουργοί μπορούν να λαμβάνουν σε παρακαταθήκη χρήματα, έγγραφα και αντικείμενα πάσης φύσεως που τους παραδίδονται από τους υπηκόους του Κράτους αποστολής ή για λογαριασμό των υπηκόων αυτών.

"Άρθρο 12.

1. Οι προξενικοί λειτουργοί έχουν το δικαίωμα να δέχονται κάθε δήλωση που θα μπορούσε να άπικηθεί από τους νόμους και κανονισμούς του Κράτους αποστολής, ιδιαίτερα ήσαν άφορξ την ιθαγένεια.

2. Έχουν επίσης το δικαίωμα, στο μέτρο που αυτό δεν αντιτίθεται στους νόμους και κανονισμούς του Κράτους διαμονής να επικυρώνουν ή να βεβαιώνουν τις υπογραφές, να θεωρούν ή να βεβαιώνουν έγγραφα και να μεταφράζουν τα έγγραφα αυτά, για το σκοπό ιδιαίτερα της προσκόμισής τους σε μια άρχη του Κράτους διαμονής.

"Άρθρο 13.

1. Οι προξενικοί λειτουργοί έχουν το δικαίωμα :

α) να συντάσσουν ή να καταγράφουν πράξεις γεννήσεως ή θανάτου ή κάθε άλλη πράξη σχετική με την προσωπική κατάσταση των υπηκόων του Κράτους αποστολής,

β) να τελούν γάμους, με την προϋπόθεση ότι τουλάχιστον ένας από τους μελλοντικούς είναι υπήκοος του κράτους αποστολής, ήτι κανένας από αυτούς δεν είναι υπήκοος του κράτους διαμονής και ότι οι νόμοι και κανονισμοί του κράτους διαμονής δεν αντιτίθενται στην τέλεση του γάμου από τον προξενικό λειτουργό.

2. Η κατάρτιση των πράξεων που προβλέπονται από την παράγραφο 1, υποπαράγραφο α, δεν συνεπάγεται άπικληγή από τις υποχρεώσεις που προβλέπονται από τους νόμους και κανονισμούς του Κράτους διαμονής.

"Άρθρο 14.

1. Εάν αυτό δεν είναι αντίθετο στους νόμους και κανονισμούς του Κράτους διαμονής και με την επιφύλαξη κάθε μέτρου που οι αρμόδιες αρχές του Κράτους αυτού θα μπορούσαν να πάρουν για το σκοπό αυτόν, οι προξενικοί λειτουργοί έχουν το δικαίωμα να προσπαθούν να συμφέροντα των ανήλικων και άλλων ανήλικων υπηκόων του Κράτους αποστολής και ιδιαίτερα να οργανώνουν επιτροπεία ή αντίληψη για αυτούς.

2. Όταν ή επιτροπεία ή ή αντίληψη αυτή οργανωθεί από τις αρχές του Κράτους διαμονής, οι προξενικοί λειτουργοί έχουν το δικαίωμα :

α) να προτείνουν στις αρχές αυτές πρόσωπο που να μπορεί να διοριστεί επιτροπος ή κηδεμόνας

β) να μεριμνούν για τα συμφέροντα των ανήλικων και ανήλικων αυτών.

3. Εάν οι αρμόδιες τοπικές αρχές του Κράτους διαμονής πληροφορηθούν ότι ένας υπήκοος του Κράτους αποστολής στον οποίο πρέπει να εφαρμοστεί καθεστώς επιτροπείας ή αντίληψης βρίσκεται στο Κράτος διαμονής, θα πληροφορούν σχετικά τον ενδιαφερόμενο προξενικό λειτουργό. Αυτός θα πληροφορεί κατά τον ίδιο τρόπο τις παραπάνω αρχές, εάν έχει λάβει τις πληροφορίες αυτές από άλλη πηγή.

"Άρθρο 15.

1. Οι προξενικοί λειτουργοί έχουν το δικαίωμα να συντάσσουν ή να λαμβάνουν σε συμβολαιογραφικό ή ανάλογο τύπο που προβλέπεται από τους νόμους και κανονισμούς του Κράτους αποστολής :

α) κάθε πράξη και συμβολαιο που αφορούν αποκλειστικά στους υπηκόους του Κράτους αποστολής

β) συμβόλαιο γάμου, στα οποία τουλάχιστον ένα από τα μέρη είναι υπήκοος του Κράτους αποστολής

γ) κάθε πράξη και συμβόλαιο ανεξάρτητα από το γεγονός ότι κανένα από τα μέρη δεν είναι υπήκοος του Κράτους αποστολής, με την προϋπόθεση όμως ότι οι πράξεις αυτές και τα συμβόλαια αναφέρονται σε αγαθά που βρίσκονται στο Κράτος αυτό ή που προορίζονται να παράγουν τα αποτελέσματά τους στο έδαφος του ίδιου αυτού Κράτους.

2. Οι πράξεις και τα συμβόλαια που προβλέπονται στην προηγούμενη παράγραφο δεν θα μπορούν να παράγουν έννομα αποτελέσματα στο έδαφος του Κράτους διαμονής παρά μόνο στο μέτρο που δεν αντιτίθενται σε αυτό οι νόμοι και κανονισμοί του Κράτους αυτού.

3. Όταν από τους νόμους και κανονισμούς του Κράτους αποστολής απαιτείται να δοθεί όρκος ή δήλωση που επέχει θέση όρκου, οι προξενικοί λειτουργοί έχουν το δικαίωμα να δεχθούν τον όρκο αυτόν ή τη δήλωση αυτή.

"Άρθρο 16.

1. Οι προξενικοί λειτουργοί μπορούν να συμβουλευθούν τους υπηκόους του Κράτους αποστολής σχετικά με τα δικαιώματα και τις υποχρεώσεις που προβλέπουν οι νόμοι και κανονισμοί οι σχετικοί με την κοινωνική ασφάλιση και την κοινωνική και ιατρική πρόνοια του Κράτους διαμονής και να τους παρέχουν κάθε βοήθεια ήσαν άφορξ αυτά τα θέματα.

2. Ειδικότερα, μπορούν, όταν ο δικαιούχος δεν αντιπροσωπεύεται όπως πρέπει, στο Κράτος διαμονής, να λαμβάνουν σύμφωνα με τους νόμους και κανονισμούς του Κράτους διαμονής, τις συντάξεις, προσόδους ή αποζημιώσεις που οφείλονται στους υπηκόους του Κράτους αποστολής και να μεταβιβάζουν τις παροχές αυτές στους δικαιούχους, σύμφωνα με τους νόμους και κανονισμούς του Κράτους αποστολής και τις ισχύουσες διεθνείς συμφωνίες, ιδιαίτερα στον τομέα των κοινωνικών ασφαλίσεων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ III

Κληρονομίες

"Άρθρο 17.

1. Οι αρμόδιες αρχές του Κράτους διαμονής πληροφορούν τον ενδιαφερόμενο προξενικό λειτουργό εφ'όσον μόλις λάβουν γνώση :

α) του θανάτου, μέσα στην περιφέρειά του, ενός υπηκόου του Κράτους αποστολής,

β) της ανοίξεως, μέσα στην περιφέρειά του, κάθε κληρονομίας στην οποία εμφανίζεται ότι ο προξενικός λειτουργός

μπορεί να έχει το δικαίωμα να εκπροσωπεί συμφέροντα, σύμφωνα με το κεφάλαιο αυτό.

2. Ο προξενικός λειτουργός, εάν λάβει πρώτος γνώση ενός τέτοιου θανάτου ή της ανούζευς μιας τέτοιας κληρονομίας, πληροφορεί κατά τον ίδιο τρόπο τις αρμόδιες αρχές του Κράτους διαμονής και ενδιαφερόμενους άλλους ενδιαφερόμενους προξενικούς λειτουργούς.

Άρθρο 18.

Όταν υπήκοος του Κράτους αποστολής αποβιώσει στο Κράτος διαμονής όπου ούτε κατοικία έχει ούτε μόνιμη διαμονή, ο προξενικός λειτουργός στην περιφέρεια του οποίου έλαβε χώρα ο θάνατος, μπορεί να αναλάβει την ευθύνη των προσωπικών αντικειμένων και των χρηματικών ποσών τα οποία άφησε ο αποβιώσας, για να εξασφαλίσει την άμεση διαφύλαξή τους, με την επιφύλαξη του δικαιώματος των διοικητικών και δικαστικών αρχών του Κράτους διαμονής να τα θέσουν στην κατοχή τους για το συμφέρον της δικαιοσύνης.

Κάθε συντηρητικό μέτρο ή εκποίηση σχετική με τα αντικείμενα αυτά ή τα χρηματικά ποσά υπόκειται στους νόμους και κανονισμούς του Κράτους διαμονής.

Άρθρο 19.

Όταν εντός του Κράτους διαμονής επιτρέπεται ή συλλογή των στοιχείων και η απόδοση κληρονομιών μικρής αξίας, χωρίς την προηγούμενη λήψη δικαστικής εντολής, ο προξενικός λειτουργός έχει το δικαίωμα να αναλαμβάνει και να αποδίδει τέτοιες κληρονομίες υπηκόων του Κράτους αποστολής.

Άρθρο 20.

1. Όταν κάποιος που αποβίωσε, εγκαταλείψει περιουσία στο Κράτος διαμονής και ένας υπήκοος του Κράτους αποστολής που δεν διαμένει στο Κράτος διαμονής και δεν αντιπροσωπεύεται νόμιμα, έχει ή θα μπορούσε να έχει συμφέρον στην περιουσία αυτή, ο προξενικός λειτουργός, στην περιφέρεια του οποίου βρίσκεται ή κληρονομία υπό διαχείριση, σύμφωνα με τους νόμους και κανονισμούς του Κράτους διαμονής, ή αν δεν συμβαίνει αυτό, στην περιφέρεια του οποίου βρίσκεται ή περιουσία, έχει το δικαίωμα να αντιπροσωπεύει τον υπήκοο αυτόν όσον αφορά τα συμφέροντά του στην κληρονομία ή στην περιουσία αυτή, εάν να του είχε παρασχεθεί εξουσιοδότηση από τον υπήκοο αυτόν.

2. Οι διατάξεις της προηγούμενης παραγράφου εφαρμόζονται επίσης επ' όσον τοῦτο είναι σύμφωνο με τους νόμους και κανονισμούς του Κράτους διαμονής, όταν ο υπήκοος του Κράτους αποστολής που διαμένει στο Κράτος διαμονής αδυνατεί να ασκήσει τα δικαιώματά του.

3. Η τεκμαιρόμενη εξουσιοδότηση του προξενικού λειτουργού παύει να ισχύει από την ημέρα που ο προξενικός λειτουργός πληροφορείται ότι ο υπήκοος αυτός υπερασπίζει τα συμφέροντά του στο Κράτος διαμονής είτε αυτοπροσώπως είτε δι' αντιπροσώπου δυνάμει δρισμένου.

4. Εάν παρά ταῦτα χορηγηθεί στον προξενικό λειτουργό δικαστική εντολή σύμφωνα με το άρθρο 23, η τεκμαιρόμενη εξουσιοδότηση παύει να ισχύει από την ημέρα που η εντολή αυτή θα έχει λήξει μετά από αίτηση του ενδιαφερόμενου ή του αντιπροσώπου του ή κατ' άλλο τρόπο.

Άρθρο 21.

1. Όταν ο προξενικός λειτουργός άσκει το δικαίωμα της αντιπροσώπευσης που προβλέπεται στο άρθρο 20, μπορεί να παρέμβει για να εξασφαλίσει την προστασία και τη διαφύλαξη των συμφερόντων του προσώπου που δικαιούται αυτός να αντιπροσωπεύει, με την επιφύλαξη των διατάξεων της παραγράφου 1 του άρθρου 23. Μπορεί ενδιαφερόμενος να ζητήσει από τις διοικητικές ή τις δικαστικές αρχές του Κράτους διαμονής την επίθεση και την άρση σφραγίδων και την απογραφή της κληρονομίας.

2. Όταν το άρθρο 20 δεν εφαρμόζεται και αν τοῦτο είναι σύμφωνο με τους νόμους και κανονισμούς του Κράτους διαμονής, ο προξενικός λειτουργός του Κράτους του οποίου ο αποβιώσας ήταν υπήκοος, μπορεί να παρέμβει κατά τον αυτόν τρόπο με την επιφύλαξη των διατάξεων της παραγράφου 1 του άρθρου 23 για να εξασφαλίσει την προστασία και διαφύλαξη της περιουσίας. Το ίδιο ισχύει και όταν οι εκτελεστές της διαθήκης δεν είναι παρόντες ούτε αντιπροσωπεύονται.

Άρθρο 22.

Όταν προξενικός λειτουργός άσκει το δικαίωμα της αντιπροσώπευσης που προβλέπεται στο άρθρο 20, μπορεί, με την επιφύλαξη των διατάξεων της παραγράφου 2 του άρθρου 23 και επ' όσον τοῦτο είναι σύμφωνο με τους νόμους και κανονισμούς του Κράτους διαμονής, να αναλάβει και διαχειρισθεί την κληρονομία κατά το αυτό μέτρο, εάν να του είχε παρασχεθεί εξουσιοδότηση από τον υπήκοό του, εκτός αν άλλο πρόσωπο, που έχει ίσα ή μεγαλύτερα δικαιώματα, έχει ήδη λάβει τα απαραίτητα μέτρα για το σκοπό αυτόν.

Άρθρο 23.

1. Εάν σύμφωνα με τους όρους των νόμων και κανονισμών του Κράτους διαμονής, είναι απαραίτητη δικαστική εντολή για να νομιμοποιηθεί ο προξενικός λειτουργός να προστατεύει και διαφυλάσσει την κληρονομία, κάθε δικαστική εντολή που θα λάμβανε ο δυνάμει διοριζόμενος εντολοδόχος του προσώπου που αντιπροσωπεύεται από τον προξενικό λειτουργό, χορηγείται στον τελευταίο μετά από αίτησή του.

Εάν αρχή αποδείξεως καταδεικνύει την ανάγκη άμεσης προστασίας και διαφύλαξης της κληρονομίας και εάν υπάρχει κάποιος πρόσωπο που έχει συμφέρον στην κληρονομία αυτή και που μπορεί να αντιπροσωπευτεί από τον προξενικό λειτουργό, το δικαστήριο μπορεί προσωρινά να του χορηγήσει περιορισμένη δικαστική εντολή στην άσκηση της προστασίας της διαφύλαξης αυτής, μέχρις ότου χορηγηθεί άλλη εντολή.

2. Όταν σύμφωνα με τους όρους των νόμων και κανονισμών του Κράτους διαμονής είναι απαραίτητη δικαστική εντολή για να νομιμοποιηθεί ο προξενικός λειτουργός να αναλαμβάνει και να διαχειρίζεται την κληρονομία, ο προξενικός λειτουργός έχει το δικαίωμα να ζητήσει και να λάβει την εντολή αυτή, με τους ίδιους όρους εάν να ήταν εντολοδόχος δυνάμει διορισμένος από το ενδιαφερόμενο πρόσωπο.

3. Το δικαστήριο μπορεί να αναστείλει τη χορήγηση εντολής στον προξενικό λειτουργό για όσο χρονικό διάστημα θεωρεί απαραίτητο, για να μπορείς το πρόσωπο που αντιπροσωπεύεται από τον προξενικό λειτουργό να πληροφορηθεί και να αποφασίσει αν επιθυμεί να αντιπροσωπευτεί με άλλο τρόπο.

Άρθρο 24.

1. Όταν ο προξενικός λειτουργός λάβει δικαστική εντολή σύμφωνα με την παράγραφο 2 του άρθρου 23, οφείλει, εάν το ζητήσει το δικαστήριο, να προσκομίσει έγκυρη απόδειξη παράδοσης του ενεργητικού στα νομιμοποιημένα να το λάβουν πρόσωπα ή σε περίπτωση που δεν είναι σε θέση να προσκομίσει την απόδειξη αυτή, να επιστρέψει ή αποδώσει το ενεργητικό αυτό στην ενδεδειγμένη για αυτόν το σκοπό αρχή ή πρόσωπο. Οφείλει επίσης, αφού διαχειριστεί την κληρονομία, να παραδώσει το ενεργητικό στα νομιμοποιημένα να το λάβουν πρόσωπα, με την όδη που θα μπορούσε ενδιαφερόμενος να προσδιορίσει το δικαστήριο.

2. Όταν ο προξενικός λειτουργός μπορεί να αναλάβει και να διαχειριστεί την κληρονομία χωρίς δικαστική εντολή, οφείλει να συμμορφώνεται, όσον αφορά την παράδοση του ενεργητικού στους δικαιούχους, στις διατάξεις των νόμων και κανονισμών του Κράτους διαμονής.

"Άρθρο 25.

"Όταν προξενικός λειτουργός άσκει ώς πρὸς τὴν κληρονομία τὰ δικαιώματα πού προβλέπονται στὰ ἄρθρα 18 ἕως 24, ὑπόκειται στὸ μέτρο αὐτὸ καὶ μὲ τὴν προξενική του ιδιότητα στὴ δικαιοδοσία τῶν δικαστηρίων τοῦ Κράτους διαμονῆς.

"Άρθρο 26.

"Ο προξενικός λειτουργός μπορεί νὰ λαμβάνει ἀπὸ μία ἀρχὴ ἢ ἀρμόδιο πρόσωπο γιὰ τὸ σκοπὸ τῆς μεταβίβασης σὲ ἕναν ὑπῆκοο τοῦ Κράτους ἀποστολῆς πού δὲν διαμένει στὸ Κράτος διαμονῆς, κεφαλαίων ἢ ἄλλων ἀγαθῶν, πού ὁ ὑπῆκοος αὐτὸς δικαιούται ἐξ αἰτίας τοῦ θανάτου ἑνὸς οἰουδῆποτε προσώπου.

Τὰ κεφάλαια αὐτὰ ἢ τὰ ἄλλα ἀγαθὰ μποροῦν, εἰδικότερα νὰ περιλαμβάνουν κληρονομικὰ μερίδια, πληρωμὲς πού πραγματοποιοῦνται μὲ ἐφαρμογὴ τῆς κοινωνικῆς νομοθεσίας, καθὼς ἐπίσης τὰ χρηματικὰ ποσὰ πού εἰσπράττονται λόγω ἀσφαλιστηρίων συμβολαίων ζωῆς.

"Όσον ἀφορᾷ τὴν ἀπόδειξη ὅτι οἱ ὑπῆκοοι παραλῆπτες τῶν ἐν λόγω κεφαλαίων ἢ ἄλλων ἀγαθῶν, τὰ ἔχουν πραγματικὰ λάβει ἢ ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἀπόδοση τῶν ἐν λόγω κεφαλαίων ἢ ἄλλων ἀγαθῶν, στὴν περίπτωσι πού ὁ προξενικός λειτουργός δὲν θὰ μπορούσε νὰ προσκομίσει τέτοια ἀπόδειξη, θὰ συμμορφωθεί στὶς προϋποθέσεις πού ὀρίζονται ἀπὸ τὴν παραπάνω ἀρμόδια ἀρχὴ ἢ πρόσωπο.

"Άρθρο 27.

"Η καταβολή, παράδοση ἢ μεταβίβαση στὸν προξενικὸ λειτουργὸ τῶν κεφαλαίων ἢ ἄλλων ἀγαθῶν δὲν μπορεί νὰ γίνῃ παρὰ μόνον στὸ μέτρο καὶ μὲ τὶς προϋποθέσεις, σύμφωνα μὲ τὶς ὁποῖες, ἢ καταβολή, ἢ παράδοση ἢ ἢ μεταβίβαση στὰ πρόσωπα πού ἀντιπροσωπεύει ὁ προξενικός λειτουργός ἢ γιὰ λογαριασμὸ τῶν ὁποίων λαμβάνει τὰ κεφάλαια ἢ τὰ ἄλλα ἀγαθὰ, θὰ ἐπιτρέπονταν ἀπὸ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους διαμονῆς.

"Όσον ἀφορᾷ τὰ κεφάλαια ἢ τὰ ἄλλα ἀγαθὰ, ὁ προξενικός λειτουργός δὲν ἔχει περισσότερὸ ἐκτεταμένα δικαιώματα ἀπὸ ἐκεῖνα πού θὰ εἶχαν τὰ πρόσωπα πού ἀντιπροσωπεύει ἢ γιὰ λογαριασμὸ τῶν ὁποίων τὰ συγκεντρώνει, ἂν τὰ κεφάλαια ἢ τὰ ἄλλα περιουσιακὰ στοιχεῖα εἶχαν καταβληθεῖ, παραδοθεῖ ἢ μεταβιβαστεῖ ἀμέσως στὰ πρόσωπα αὐτὰ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV

Θαλάσσια Ναυσιπλοΐα

"Άρθρο 28.

Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ παρέχουν κάθε ἀναγκαία συνδρομὴ στὰ πλοῖα τοῦ Κράτους ἀποστολῆς πού βρίσκονται μέσα στοὺς λιμένες καὶ στὴ χωρική θάλασσα ἢ στὰ ἐσωτερικὰ ὕδατα τοῦ Κράτους διαμονῆς.

"Άρθρο 29.

Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ μποροῦν νὰ ζητοῦν τὴ συνδρομὴ τῶν ἀρχῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς σὲ κάθε ὑπόθεσι πού ἀφορᾷ στὴν ἄσκησι τῶν καθηκόντων πού μνημονεύονται στὸ κεφάλαιο αὐτὸ καὶ οἱ ἀρχές αὐτὲς παρέχουν τὴν κατὰ τὸν τρόπο αὐτὸν ζητηθεῖσα συνδρομὴ, ἐκτὸς ἂν ἐπικαλεστοῦν σοβαροὺς λόγους γιὰ νὰ τὴν ἀρνηθοῦν σὲ μία συγκεκριμένη περίπτωση.

"Άρθρο 30.

1. "Όταν ἕνα πλοῖο τοῦ Κράτους ἀποστολῆς βρίσκεται μέσα σὲ λιμένα τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ ἀγκυροβολεῖ στὴ χωρική θάλασσα ἢ στὰ ἐσωτερικὰ ὕδατα τοῦ Κράτους αὐτοῦ οἱ ἀρμόδιοι προξενικοὶ λειτουργοὶ μποροῦν ἀμέσως μετὰ τὴν ἐλευθεροκοινωνία τοῦ πλοίου, νὰ ἀνέρχονται σ' αὐτὸ αὐτοπροσώπως ἢ νὰ στέλλουν ἀντιπρόσωπο.

2. Ἐπιτρέπεται στὸν πλοίαρχο καὶ στὰ μέλη τοῦ πληρώματος νὰ ἐπικοινωνοῦν μὲ τὸν προξενικὸ λειτουργό.

Μποροῦν νὰ μεταβαίνουν στὴν προξενικὴ ἀρχή, ἐὰν ὁ διαθέσιμος πρὶν τὴν ἀναχώρησι τοῦ πλοίου χρόνος τὸ ἐπιτρέπει.

"Όταν οἱ ἀρχές τοῦ Κράτους διαμονῆς κρίνουν ὅτι ὁ χρόνος αὐτὸς εἶναι ἀνεπαρκής, θὰ ἐνημερώνουν ἀμέσως γι' αὐτὸ τὸν ἀρμόδιο προξενικὸ λειτουργό.

"Άρθρο 31.

Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἔχουν τὸ δικαίωμα :

α) νὰ ἀνακρίνουν τὸν πλοίαρχο καὶ τὰ μέλη τοῦ πληρώματος ἑνὸς πλοίου τοῦ Κράτους ἀποστολῆς.

β) νὰ ἐξετάζουν καὶ νὰ θεωροῦν τὰ ἔγγραφα τοῦ πλοίου.

γ) ὅταν τὸ ναυτικὸ δίκαιο τοῦ Κράτους ἀποστολῆς τὸ ἀπαιτεῖ, νὰ λαμβάνουν καταθέσεις ἢ νὰ κάνουν δηλώσεις ναυτιλιακῆς φύσεως σχετικὲς μὲ ὅλα τὰ γεγονότα πού ἀφοροῦν τὸν πλοίαρχο καὶ τὰ μέλη τοῦ πληρώματος, καθὼς καὶ τὰ ἄλλα πρόσωπα πού βρίσκονται στὸ πλοῖο, τὸ πλοῖο, τὸ ταξίδι, τὸν περιορισμὸ καὶ τὸ φορτίο του.

δ) κατὰ γενικὸ τρόπο νὰ διευκολύνουν τὴν εἴσοδο τοῦ πλοίου στὸ λιμένα καὶ στὴ χωρική θάλασσα ἢ τὰ ἐσωτερικὰ ὕδατα, τὴν παραμονή καὶ τὴν ἀναχώρησή του.

ε) νὰ ἐκδίδουν στὸ ὄνομα τοῦ Κράτους ἀποστολῆς ὅλα τὰ ἔγγραφα γιὰ νὰ ἐπιτρέψουν στὸ πλοῖο νὰ συνεχίσει τὸ ταξίδι του.

στ) νὰ ἐκδίδουν καὶ νὰ ἀνανεώνουν κάθε εἰδικὸ ἔγγραφο πού ἀφορᾷ στοὺς ναυτικούς καὶ πού εἶναι δεκτὸ ἀπὸ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους ἀποστολῆς.

ζ) νὰ παίρνουν κάθε μέτρο σχετικὸ μὲ τὴν πρόσληψι, ἐπιβίβασι, ἀπόλυσι καὶ ἀποβίβασι τοῦ πλοίαρχου ἢ τῶν μελῶν τοῦ πληρώματος.

η) νὰ δέχονται, νὰ συντάσσουν ἢ νὰ υπογράφουν κάθε δήλωσι ἢ ἄλλο ἔγγραφο πού ὀρίζεται ἀπὸ τὸ ναυτικὸ δίκαιο τοῦ Κράτους ἀποστολῆς καὶ πού ἀφορᾷ ἰδιαίτερα :

ι) στὴν ἔγγραφη καὶ διαγραφὴ ἑνὸς πλοίου στὰ καὶ ἀπὸ τὰ νηολόγια τοῦ Κράτους ἀποστολῆς.

ιι) σὲ κάθε μεταβολή στὴν ιδιοκτησία τοῦ πλοίου πού ἐμφαίνεται στὸ νηολόγιο αὐτό.

ιιι) κάθε ἔγγραφη ὑποθήκης ἢ ἄλλο ἐμπράγματο δικαίωμα πού ἐπιβαρύνει ἕνα τέτοιο πλοῖο.

ιiv) στὸν ἐξοπλισμὸ ἢ στὸν παροπλισμὸ ἑνὸς τέτοιου πλοίου.

ν) στὴν ἀπώλεια τοῦ πλοίου ἢ στὶς ἀβερῖες πού ὑπέστη.

θ) νὰ παίρνουν κάθε ἄλλο μέτρο γιὰ νὰ καταστήσουν σεβαστοὺς πάνω στὸ πλοῖο τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους ἀποστολῆς καὶ τῶν σχετικῶν μὲ τὴ ναυσιπλοΐα.

"Άρθρο 32.

Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἢ οἱ ἐκπρόσωποι τους ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ παρέχουν βοήθεια καὶ συνδρομὴ στὸν πλοίαρχο ἢ στὰ μέλη τοῦ πληρώματος, στὶς σχέσεις τους μὲ τὶς διοικητικὲς ἢ δικαστικὲς ἀρχές τοῦ Κράτους διαμονῆς.

"Άρθρο 33.

Μὲ τὴν ἐπιφύλαξι τῶν διατάξεων τῶν ἁρθρῶν 35 καὶ 36, οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἔχουν τὸ δικαίωμα :

α) νὰ παίρνουν μέτρα γιὰ τὴ διατήρησι τῆς τάξεως καὶ τῆς πειθαρχίας στὰ πλοῖα τοῦ Κράτους ἀποστολῆς.

β) νὰ ρυθμίζουν τὶς διαφορὲς μετὰ τοῦ πλοίαρχου καὶ τῶν μελῶν τοῦ πληρώματος, συμπεριλαμβανομένων τῶν διαφορῶν τῶν σχετικῶν μὲ τὸ μισθὸ καὶ τὰ συμβόλαια πρόσληψης.

"Άρθρο 34.

1. Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ μποροῦν νὰ παίρνουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα γιὰ τὴν ἐξασφάλισι ἱατρικῆς περίθαλψης, συμπεριλαμβανομένης τῆς εἰσγωγῆς σὲ νοσοκομεῖο τοῦ πλοίαρχου καὶ τῶν μελῶν τοῦ πληρώματος καὶ ἂν ἀκόμη ἔχουν ἀπολυθεῖ, ἑνὸς πλοίου τοῦ Κράτους ἀποστολῆς.

2. Μπορούν επίσης να παίρνουν τα αναγκαία μέτρα για τον επαναπατρισμό των προσώπων αυτών.

Άρθρο 35.

1. Έκτός από την περίπτωση αίτησης των προξενικών λειτουργιών ή της συγκατάθεσής τους, οι διοικητικές αρχές του Κράτους διαμονής δεν επεμβαίνουν στις υποθέσεις τις σχετικές με την εσωτερική διεύθυνση του πλοίου.

2. Οι διοικητικές ή δικαστικές αρχές του Κράτους διαμονής δεν επεμβαίνουν στο θέμα της κράτησης πάνω στο πλοίο ενός ναυτικού για πειθαρχικό παράπτωμα, αν η κράτηση αυτή προβλέπεται από τους νόμους και κανονισμούς του Κράτους αποστολής και δεν συνοδεύεται από κανένα μέτρο απάνθρωπης ή αδικαιολόγητης αυστηρότητας ή αν δεν υπάρχουν σοβαροί λόγοι από τους οποίους να συναχεται ότι η ζωή ή η ελευθερία του ναυτικού θα απειληθούν εξ αιτίας της φυλής του, της εθνικότητάς του, των πολιτικών του πεποιθήσεων ή της θρησκείας του, σε κάθε χώρα πιθανού προορισμού του πλοίου.

3. Όσον αφορά τις διαφορές μεταξύ του πλοιάρχου και των μελών του πληρώματος σχετικά με τους μισθούς και τα συμβόλαια πρόσληψης, οι δικαστικές αρχές του Κράτους διαμονής δεν θα ασκούν την αρμοδιότητα που έχουν σύμφωνα με τους νόμους και κανονισμούς του Κράτους αυτού, παρά μόνο μετά από γνωστοποίηση στον προξενικό λειτουργό και έφ' όσον δεν υπάρχει αντίταξη του τελευταίου.

Άρθρο 36.

1. Έκτός από αντίθετη διάταξη των παραγράφων 2 και 3 του άρθρου αυτού, οι δικαστικές και διοικητικές αρχές του Κράτους διαμονής δεν μπορούν να ασκούν τη δικαιοδοσία τους ή να επεμβαίνουν σε αδικήματα ή συμβάντα που έλαβαν χώρα πάνω στο πλοίο, παρά μόνο μετά από αίτηση ή συγκατάθεση του προξενικού λειτουργού ή κάθε άλλου δεόντως εξουσιοδοτημένου προσώπου.

2. Άνεξάρτητα από τη συγκατάθεση του προξενικού λειτουργού ή κάθε άλλου δεόντως εξουσιοδοτημένου προσώπου, οι δικαστικές αρχές του Κράτους διαμονής μπορούν να ασκούν τη δικαιοδοσία τους ως προς τα αδικήματα που τελούνται πάνω στο πλοίο, έφ' όσον τα αδικήματα αυτά :

α) διαπράχθηκαν από ή κατά υπηκόου του Κράτους διαμονής.

β) διαταράσσουν την ήσυχία ή την ασφάλεια λιμένος του Κράτους διαμονής ή την ασφάλεια της χωρικής θάλασσας ή των εσωτερικών υδάτων του Κράτους αυτού.

γ) είναι αδικήματα κατά των νόμων και κανονισμών του Κράτους διαμονής και αφορούν στην ασφάλεια του Κράτους, στη δημόσια υγεία, στη διάσωση της ανθρώπινης ζωής στη θάλασσα, στην είσοδο στο έδαφος, στο τελωνείο ή στη ρύπανση με υδρογονάνθρακες.

δ) αποτελούν σοβαρά αδικήματα.

3. Οι διοικητικές αρχές του Κράτους διαμονής μπορούν να επεμβαίνουν ανεξάρτητα από τη συγκατάθεση του προξενικού λειτουργού ή κάθε άλλου δεόντως εξουσιοδοτημένου προσώπου, όσον αφορά συμβάντα που έλαβαν χώρα πάνω στο πλοίο :

α) όταν πρόσωπο κατηγορείται ότι διέπραξε πάνω στο πλοίο αδικήμα, έπι του οποίου οι δικαστικές αρχές του Κράτους διαμονής μπορούν, σύμφωνα με την προηγούμενη παράγραφο, να ασκήσουν τη δικαιοδοσία τους ή όταν υπάρχουν σοβαροί λόγοι να πιστευτεί ότι ένα τέτοιο αδικήμα διαπράττεται ή έχει διαπραχθεί πάνω στο πλοίο.

β) όταν δικαιούνται να επεμβαίνουν σύμφωνα με την παράγραφο 2 του άρθρου 35.

γ) όταν πρόσωπο κρατείται παρά τη θέλησή του πάνω στο πλοίο, εκτός από την περίπτωση κράτησης μέλους του πληρώματος για πειθαρχικό παράπτωμα.

δ) για να λάβουν κάθε μέτρο ή να προβούν σε κάθε εξέταση που θεωρούν αναγκαία σχετικά με ένα από τα θέματα που μνημονεύονται στις υποπαραγράφους β και γ της προηγούμενης παραγράφου.

4. Για τους σκοπούς του άρθρου αυτού, ο όρος «σοβαρό αδικήμα» σημαίνει κάθε αδικήμα που σύμφωνα με τους νόμους και κανονισμούς του Κράτους διαμονής τιμωρείται με μεγίστη στερητική της ελευθερίας ποινή τουλάχιστον πέντε ετών ή ενδεχομένως και για τα κράτη που θα γνωστοποιήσουν αυτό με ποινή στερητική της ελευθερίας τριών ή τεσσάρων ετών.

Άρθρο 37.

1. Έκτός από την περίπτωση που αυτό είναι αδύνατο λόγω της επείγουσας φύσης της υπόθεσης, ο προξενικός λειτουργός πρέπει να πληροφορείται επαρκώς εκ των προτέρων, για να μπορέσει να παρίσταται, όταν οι αρχές του Κράτους διαμονής προβαίνουν σε ενέργειες πάνω στο πλοίο κατ' εφαρμογή των διατάξεων του άρθρου 36.

2. Σε όλες τις περιπτώσεις που οι αρχές του Κράτους διαμονής ενεργούν βάσει του άρθρου 36, θα παρέχουν στους προξενικούς λειτουργούς πλήρεις πληροφορίες ως προς τα εν λόγω συμβάντα.

3. Οι διατάξεις του άρθρου αυτού δεν εφαρμόζονται στους συνήθεις έλέγχους, που αφορούν στα τελωνεία, στη δημόσια υγεία, στη λιμενική αστυνομία, στα επικίνδυνα εμπορεύματα και στον έλεγχο της μετανάστευσης.

Άρθρο 38.

1. Όταν μέλος του πληρώματος του πλοίου δεν επανέλθει στη θέση του στο πλοίο του Κράτους αποστολής, οι διοικητικές ή δικαστικές αρχές του Κράτους διαμονής παρέχουν μετά από αίτηση του προξενικού λειτουργού, κάθε δυνατή συνδρομή για την αναζήτηση του εν λόγω μέλους του πληρώματος.

2. Έφ' όσον αποδειχτεί ή λιποταξία και με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 29, ο λιποτάκτης κρατείται από τις αρχές του Κράτους διαμονής και επαναπροσάγεται στο πλοίο ή παραδίδεται στον πλοίαρχο ή σε κάθε άλλο αρμόδιο πρόσωπο, σύμφωνα με τους νόμους και κανονισμούς του Κράτους διαμονής.

3. Οι αρχές του Κράτους διαμονής δεν δεσμεύονται από τις διατάξεις της προηγούμενης παραγράφου,

α) όταν ο λιποτάκτης είναι υπήκοος του Κράτους διαμονής.

β) Όταν υπάρχουν σοβαροί λόγοι να πιστευτεί ότι η ζωή ή η ελευθερία του θα απειληθούν λόγω της φυλής του, της εθνικότητάς του, των πολιτικών του πεποιθήσεων ή της θρησκείας του σε κάθε χώρα πιθανού προορισμού του πλοίου.

4. Όταν μέλος του πληρώματος πλοίου δεν προλάβει το πλοίο αυτό και επιθυμεί να το προρτάσει σε άλλο λιμένα ή να επιβιβαστεί σε άλλο πλοίο, ή γενικά επιθυμεί να εγκαταλείψει άμεσως το Κράτος διαμονής, οι αρχές του Κράτους αυτού, μετά από αίτηση του προξενικού λειτουργού θα παρέχουν, έφ' όσον υπάρχει ανάγκη, και με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 29 τις για το σκοπό αυτόν κατάλληλες διευκολύνσεις και συνδρομή και θα απέχουν από κάθε ενέργεια που θα μπορούσε να παρεκκλιώσει την πραγματοποίηση του.

Άρθρο 39.

1. Οι αρχές του Κράτους διαμονής, εφόσον μόλις λάβουν γνώση θα πληροφορούν τον αρμόδιο προξενικό λειτουργό, όταν :

α) πλοίο του Κράτους αποστολής ναυαγήσει ή προσαράξει στη χωρική θάλασσα ή στα εσωτερικά ύδατα του Κράτους διαμονής ή κοντά στα ύδατα αυτά.

β) μέρος του πλοίου ή το φορτίο πλοίου του Κράτους αποστολής προσαράξουν στις ακτές του Κράτους διαμονής.

2. Οί άρχές του Κράτους διαμονής θά παίρνουν όλα τά άπαραίτητα μέτρα για νά διατηροῦν τήν τάξη, νά διασφαλίζουν τήν προστασία του πλοίου, τών προσώπων και τών άγαθών στις περιπτώσεις που μνημονεύονται στην προηγούμενη παράγραφο και για νά άποφεύγονται οί ζημιές που θά μπορούσαν νά προκληθοῦν σέ άλλα πλοία ή λιμενικές εγκαταστάσεις.

Θά πληροφοροῦν επίσης ὅσο τὸ δυνατόν πὺ γρήγορα τὸν άρμόδιο προξενικό λειτουργό σχετικά με τά μέτρα αὐτά και ὅταν τοῦτο καταδεικνύεται κατάλληλο και ἐφικτό, θά συνεργάζονται μαζί του.

Ἄρθρο 40.

1. Ὅταν ὁ πλοίαρχος, ὁ ἐφοπλιστής, οί ασφαλιστές ή οί πράκτορες τους δέν εἶναι σέ θέση νά πάρουν μέτρα για τὸ σκοπό αὐτόν, ὁ άρμόδιος προξενικός λειτουργός θά μπορεῖ, με τήν ιδιότητα του αντιπροσώπου του ἐφοπλιστοῦ, σέ συνεργασία με τίς άρχές του Κράτους διαμονής και σύμφωνα με τούς νόμους και κανονισμούς του Κράτους τούτου, νά παίρνει τά ἴδια μέτρα ὅσον άφορᾷ τὸ πλοίο, μέρος του πλοίου αὐτοῦ ή του φορτίου που μνημονεύεται στην παράγραφο 1 του άρθρου 39, που θά μπορούσε νά ἔχει πάρει ὁ ἐφοπλιστής, ἐάν ἦταν παρών.

2. Τά ἀντικείμενα που ἀνήκουν σέ τέτοιο πλοίο ή σέ τέτοιο φορτίο δέν ὑπόκεινται σέ δικαιώματα και τέλη εισαγωγής, παρά μόνο αν προορίζονται για ἐσωτερική κατανάλωση στο Κράτος διαμονής. Οί άρχές του Κράτους διαμονής μπορούν ἐν τούτοις, ἐάν τὸ κρίνουν σκόπιμο, νά ζητήσουν ἐγγυήσεις ἐνόψει τῆς διαφύλαξης τών συμφερόντων του Δημοσίου, ὅσον άφορᾷ παρόμοια ἀντικείμενα προσωρινά ἐναποθηκευμένα στο Κράτος διαμονής.

Ἄρθρο 41.

1. Ὅταν ὁ πλοίαρχος ή μέλος του πληρώματος που δέν εἶναι ὑπῆκοος του Κράτους τῆς σημαίας του πλοίου, ἀποβιώσει στη θάλασσα ή στο ἔδαφος οἰασδήποτε χώρας, οί άρμόδιες άρχές του Κράτους τῆς σημαίας του πλοίου θά ἀποστέλλουν χωρίς καθυστέρηση στόν προξενικό λειτουργό ή στις άλλες άρμόδιες άρχές του Κράτους του ἀποβιώσαντος, ἀντίγραφο τών λογαριασμών που ἔλαβαν ὅσον άφορᾷ τά ἀντικείμενα, τὸ μισθὸ ή τά άλλα πράγματα του ἀποβιώσαντος καθώς και ὅλες τίς πληροφορίες που εἶναι πρόσφορες για τή διευκόλυνση τῆς ἀναζήτησης προσώπων, που θά μπορούσαν νά προβάλλουν δικαιώματα στην κληρονομία.

2. Ὅταν ή άξία τών ἀντικειμένων, μισθών και άλλων πραγμάτων του ἀποβιώσαντος πλοιάρχου ή ναυτικοῦ δέν ὑπερβαίνει τά 500 ἐλβετικά χρυσά φράγκα ή κάθε άλλο ἀνώτερο ποσὸ του ὁποίου τὸ σύνολο θά πραγματοποιεῖται ἐκ τών ὑστέρων ἀπὸ τὸ Κράτος τῆς σημαίας του πλοίου, οί άρμόδιες άρχές του Κράτους αὐτοῦ, ἐφ' ὅσον ἔχουν πειστεῖ ὅτι πρόσωπο που διαμένει στο Κράτος του ἀποβιώσαντος δικαιούται νά παραλάβει τήν κληρονομία του ἀποβιώσαντος, θά μεταβιβάζουν χωρίς καθυστέρηση στόν προξενικό λειτουργό ή στις άλλες άρμόδιες άρχές του Κράτους του ἀποβιώσαντος τά ἀντικείμενα, μισθὸ και άλλα πράγματα του ἀποβιώσαντος πλοιάρχου ή του ἀποβιώσαντος ναυτικοῦ, τών ὁποίων ἔχουν τή φύλαξη.

Παρά ταῦτα, οί άρχές του Κράτους τῆς σημαίας ἔχουν τὸ δικαίωμα, πρὶν προβοῦν στη μεταβίβαση αὐτή, νά ἀφαιρέσουν ἀπὸ τὸ ἐνεργητικὸ τῆς ἐν λόγω κληρονομίας ὅλα τά ἀπαραίτητα ποσά για τήν κάλυψη πιστώσεων προσώπων που δέν διαμένουν στο Κράτος του ἀποβιώσαντος, ὅταν κρίνουν ἀπαραίτητο ὅτι οί πιστώσεις αὐτές εἶναι δικαιολογημένες.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ V

Γενικὲς Διατάξεις

Ἄρθρο 42.

Κατὰ τήν άσκηση τών καθηκόντων τους, οί προξενικοί λει-

τουργοί μπορούν νά εἰσπράττουν τά δικαιώματα και τά τέλη που προβλέπονται ἀπὸ τὸ Κράτος ἀποστολῆς.

Τά οὕτως εἰσπραττόμενα τέλη και δικαιώματα θά εἶναι ἐλεύθερα μετατρέψιμα και μεταβιβάσιμα στο νόμισμα του κράτους ἀποστολῆς.

Ἄρθρο 43.

Οί διατάξεις τῆς παρούσας Σύμβασης δέν θίγουν τίς άλλες ισχύουσες διεθνείς συμφωνίες ὡς πὸς τίς σχέσεις μεταξύ τών Κρατῶν-Μερῶν στις συμφωνίες αὐτές.

Ἄρθρο 44.

1. Οί προξενικοί λειτουργοί, ἐκτός ἀπὸ τά προξενικά καθήκοντα που προβλέπονται στην παρούσα Σύμβαση, ἔχουν τὸ δικαίωμα νά άσκοῦν ὅλα τά άλλα προξενικά καθήκοντα που τούς ἀναθέτει τὸ Κράτος ἀποστολῆς και που δέν ἀπαγορεύονται ἀπὸ τή νομοθεσία του Κράτους διαμονής ή σά ὁποία τὸ Κράτος τοῦτο δέν ἀντιτίθεται.

2. Σέ ὅλες τίς περιπτώσεις που ή παρούσα Σύμβαση προβλέπει τήν άσκηση ὁρισμένων καθηκόντων ἀπὸ προξενικό λειτουργό, ἐναπόκειται στο Κράτος ἀποστολῆς νά καθορίσει αν και σέ ποιὸ βαθμὸ οί προξενικοί λειτουργοί θά άσκήσουν τά καθήκοντα αὐτά.

3. Κανένα Συμβαλλόμενο Μέρος δέν μπορεῖ νά ἀξιώσει, δυνάμει τῆς παρούσας Σύμβασης, νά μπορούν οί προξενικοί λειτουργοί του νά άσκοῦν στο ἔδαφος άλλου Μέρους καθήκοντα, τήν άσκηση τών ὁποίων τὸ ἴδιο δέν ἐπιτρέπει στους προξενικούς λειτουργούς του τελευταίου αὐτοῦ Μέρους.

Ἄρθρο 45.

Ὅταν ή ἐφαρμογή τών άρθρων τῆς παρούσας Σύμβασης μπορεῖ νά ἐνδιαφέρει τούς προξενικούς λειτουργούς δύο ή περισσότερων Συμβαλλομένων Μερῶν, θά ἐναπόκειται σέ αὐτούς τούς προξενικούς λειτουργούς νά προβαίνουν σέ ὅλες τίς ἀπαραίτητες ἐπαφές για τή σύσταση χρήσιμης συνεργασίας ἔχι μόνο μεταξύ τους, αλλά ἐπίσης μεταξύ αὐτῶν και τών διοικητικῶν και δικαστικῶν άρχῶν του Κράτους διαμονής.

Ἄρθρο 46.

1. Ὁ προξενικός λειτουργός του Κράτους στο ὁποῖο συνήθως διαμένει ἕνας άπατρις, μπορεῖ νά τὸν προστατεύσει, σύμφωνα με τίς διατάξεις τῆς 1ης παραγράφου του άρθρου 2 τῆς παρούσας Σύμβασης, ἐκτός αν ὁ άπατρις αὐτός εἶναι πρῶην ὑπῆκοος του Κράτους διαμονής.

2. Τὸ ἄρθρο αὐτὸ θά ἐφαρμόζεται σέ κάθε πρόσωπο που εἶναι άπατρις, κατὰ τήν ἐννοια τῆς Σύμβασης τῆς σχετικῆς με τὸ καθεστῶς τών ἀπάτριδων που ἀνοίχτηκε για ὑπογραφή στη Νέα Ὑόρκη στις 28 Σεπτεμβρίου 1954.

Ἄρθρο 47.

Τὸ Κράτος διαμονής δέν θά ὑποχρεοῦται νά ἐπιτρέψει σ' ἕναν προξενικό λειτουργό νά μπορεῖ νά άσκει τά προξενικά του καθήκοντα ή νά ἐνεργεῖ πρὸς ὄφελος ή νά ἐπιλαμβάνεται κατ' ἄλλο τρόπο ἐνὸς ὑπῆκοου του Κράτους ἀποστολῆς, ὁ ὁποῖος ἔγινε πολιτικὸς πρόσφυγας για λόγους που ἀνάγονται στη φυλὴ, στην ἐθνικότητα, στις πολιτικές πεποιθήσεις ή στη θρησκεία.

Ἄρθρο 48.

Καμία διάταξη τῆς παρούσας Σύμβασης θά θίγει τὸ εἰδικὸ καθεστῶς και τή διεθνὴ προστασία, που παρέχονται ἀπὸ τά Μέρη τῆς Σύμβασης στους πρόσφυγες, σύμφωνα με τά ὑφιστάμενα ή μέλλοντα διεθνή κείμενα.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ VI

Τελικὲς Διατάξεις

Ἄρθρο 49.

Τά Παρρητήματα τῆς παρούσας Σύμβασης ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστο μέρος αὐτῆς.

"Άρθρο 50.

1. 'Η παρούσα Σύμβαση είναι άνοικτη για ύπογραφή από τὰ Κράτη μέλη του Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. 'Η Σύμβαση θὰ ἐπικυρωθεῖ ἢ θὰ γίνῃ ἀποδεκτή. Τὰ ἐγγράφα ἐπικύρωσης ἢ ἀποδοχῆς θὰ κατὰ τίθενται στὸ Γενικὸ Γραμματεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

2. 'Η Σύμβαση θὰ τεθεῖ σὲ ἰσχὺ τρεῖς μῆνες μετὰ τὴν ἡμερομηνία κατάρθεσης τοῦ πέμπτου ἐγγράφου ἐπικύρωσης ἢ ἀποδοχῆς.

3. 'Η Σύμβαση θὰ τεθεῖ σὲ ἰσχὺ γιὰ κάθε ὑπογράφων Κράτος ποὺ θὰ τὴν ἐπικυρώσῃ ἢ θὰ τὴν ἀποδεχθεῖ ἐκ τῶν ὑστέρων, τρεῖς μῆνες μετὰ τὴν ἡμερομηνία κατάρθεσης τοῦ ἐγγράφου ἐπικύρωσης ἢ ἀποδοχῆς αὐτοῦ.

"Άρθρο 51.

1. Μετὰ τὴ θέσθι σὲ ἰσχὺ τῆς παρούσας Σύμβασης, ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ μπορεῖ νὰ ἀποφασίζει ὁμόφωνα νὰ προσκαλεῖ κάθε Εὐρωπαϊκὸ Κράτος μὴ μέλος τοῦ Συμβουλίου, νὰ προσχωρήσῃ στὴν παρούσα Σύμβαση.

2. 'Η προσχώρηση θὰ πραγματοποιεῖται μετὰ τὴν κατάρθεσιν ἐγγράφου προσχώρησης στὸ Γενικὸ Γραμματεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ποὺ θὰ τίθεται σὲ ἰσχὺ τρεῖς μῆνες μετὰ τὴν ἡμερομηνία κατάρθεσός του.

"Άρθρο 52.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεῖ, κατὰ τὴν ὑπογραφή ἢ κατὰ τὴν κατάρθεσιν τοῦ ἐγγράφου ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς ἢ προσχώρησης αὐτοῦ, νὰ καθορίζει τὸ ἢ τὰ ἐδάφη στὰ ὁποῖα θὰ ἐφαρμόζεται ἡ παρούσα Σύμβαση.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος κατὰ τὴν κατάρθεσιν τοῦ ἐγγράφου ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς ἢ προσχώρησης αὐτοῦ ἢ ὅποτεδήποτε μετὰ, μπορεῖ νὰ ἐπεκτείνει τὴν ἐφαρμογὴ τῆς παρούσας Σύμβασης, μετὰ δήλωσιν ἀπευθυνόμενῃ πρὸς τὸ Γενικὸ Γραμματεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, σὲ κάθε ἄλλο ἐδαφὸς καθοριζόμενο στὴ δήλωσιν, τὸ ὁποῖο ἐκπροσωπεῖ στίς διεθνεῖς σχέσεις ἢ γιὰ λογαριασμὸ τοῦ ὁποίου εἶναι ἐξουσιοδοτημένο νὰ ἀναλαμβάνει δεσμεύσεις.

3. Κάθε δήλωσιν ποὺ γίνεται σύμφωνα μετὰ τὴν προηγούμενη παράγραφον, θὰ εἶναι δυνατό νὰ ἀποσύρεται ὅσον ἀφορᾷ κάθε ἐδαφὸς καθοριζόμενο σ' αὐτὴν τὴ δήλωσιν, μετὰ τὴν προϋποθέσιν ποὺ προβλέπονται στὸ ἄρθρο 55 τῆς παρούσας Σύμβασης.

"Άρθρο 53.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος, κατὰ τὴν ὑπογραφή ἢ τὴν κατάρθεσιν τοῦ ἐγγράφου ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς ἢ προσχώρησης αὐτοῦ, μπορεῖ νὰ δηλώσῃ ὅτι θὰ κάνει χρῆσιν μιᾶς ἢ περισσοτέρων τῶν ἐπιφυλάξεων, ποὺ ἀναγράφονται στὸ Παράρτημα 1 τῆς παρούσας Σύμβασης.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεῖ νὰ ἀνακαλέσῃ ἐξ ὁλοκλήρου ἢ μερικῶς ἐπιφύλαξιν ποὺ διατύπωνε βάσει τῆς προηγούμενης παραγράφου, μετὰ δήλωσιν ἀπευθυνόμενῃ στὸ Γενικὸ Γραμματεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης καὶ ἡ ὁποία θὰ τίθεται σὲ ἰσχὺ ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία λήψης τῆς.

3. Τὸ Συμβαλλόμενο Μέρος ποὺ διατύπωνε ἐπιφύλαξιν πάνω σὲ διάταξιν τῆς παρούσας Σύμβασης, δὲν μπορεῖ νὰ ἀξιώσῃ τὴν ἐφαρμογὴ τῆς διατάξεως αὐτῆς ἀπὸ ἄλλο Μέρος ἐν τούτοις, μπορεῖ, ἐάν ἡ ἐπιφύλαξι εἶναι μερικὴ ἢ δυνητικὴ, νὰ ἀξιώσῃ τὴν ἐφαρμογὴ τῆς διατάξεως αὐτῆς, στὸ μέτρο ποὺ τὸ Μέρος αὐτὸ τὴν ἀποδέχτηκε.

"Άρθρο 54.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θὰ μπορεῖ, μετὰ γνωστοποίησιν πρὸς τὸ Γενικὸ Γραμματεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, νὰ δηλώσῃ ὅτι, μετὰ κοινὴ συμφωνία μετὰ ἑνὸς ἢ περισσοτέρων Συμβαλλόμενων Μέρων, διέπυρνε τὸ περιεχόμενο ὁρισμένων διατάξεων στίς σχέσεις του μετὰ αὐτὸ ἢ τὰ ἄλλα Συμβαλλόμενα

Μέρη. Μιὰ τέτοια γνωστοποίησις θὰ πρέπει νὰ συνοδεύεται ἀπὸ τὸ κείμενο τῆς ἐπελθούσας Συμφωνίας.

"Άρθρο 55.

1. 'Η παρούσα Σύμβαση θὰ παραμένει σὲ ἰσχὺ ἐπ' ἀόριστον.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θὰ μπορεῖ, καθ' ὅσον τὸ ἀφορᾷ, νὰ καταγγεῖλῃ τὴν παρούσα Σύμβαση, μετὰ γνωστοποίησιν πρὸς τὸ Γενικὸ Γραμματεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

3. 'Η καταγγελία θὰ τίθεται σὲ ἰσχὺ ἑξὶ μῆνες μετὰ τὴν ἡμερομηνία λήψης τῆς γνωστοποίησης ἀπὸ τὸ Γενικὸ Γραμματεῖα.

"Άρθρο 56.

1. Τὰ μέρη οἰασδήποτε διαφορᾶς, ποὺ ἀναφέρεται ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴ ἢ τὴν ἐρμηνεία τῶν διατάξεων τῆς παρούσας Σύμβασης ἢ τῶν Πρωτοκόλλων τῆς, θὰ ὀφείλουν νὰ ἀναζητήσουν τὴ λύσιν προπάντων μετὰ διαπραγματεύσεις, συνδιαλλαγὴ, διαιτησία, ἢ μετὰ ἄλλο τρόπο εἰρηνικῆς διευθέτησης ποὺ νὰ εἶναι ἀποδεκτὸς ἀπὸ αὐτὰ μετὰ κοινὴ συμφωνία.

'Η Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ μπορεῖ νὰ συστήσῃ διαδικασίας ἐπίλυσης ποὺ θὰ μποροῦν νὰ χρησιμοποιοῦν ἀπὸ τὰ διάδικα κράτη, ἐφ' ὅσον αὐτὰ συναινῶν.

2. Ἐάν τὰ μέρη δὲν ἐπιτύχουν τὴν ἐπίλυσιν τῆς ἀναφερόμενης στὴν προηγούμενη παράγραφον διαφορᾶς μετὰ ἑνὸς ἀπὸ τὰ μέσα ποὺ ὑποδεικνύονται στὴν ἐν λόγω παράγραφον, θὰ ὑποβάλλεται μετὰ ἀπὸ αἴτηση ἑνὸς τῶν μερῶν στὸ Διεθνὲς Δικαστήριον.

"Άρθρο 57.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ γνωστοποιεῖ στὰ Κράτη Μέλη τοῦ Συμβουλίου καὶ σὲ κάθε Κράτος ποὺ προσχώρησεν στὴν παρούσα Σύμβαση :

α) κάθε ὑπογραφή.

β) τὴν κατάρθεσιν καὶ τὸ ἐγγράφον ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς ἢ προσχώρησης.

γ) κάθε ἡμερομηνία θέσεως σὲ ἰσχὺ τῆς παρούσας Σύμβασης σύμφωνα μετὰ τὰ ἄρθρα 50 καὶ 51.

δ) κάθε δήλωσιν ποὺ ἐλήφθη κατ' ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τῶν παραγράφων 2 καὶ 3 τοῦ ἁρθροῦ 52.

ε) κάθε ἐπιφύλαξιν ποὺ διατυπώθηκε κατ' ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἁρθροῦ 53.

στ) τὴν ἀνάκλησιν καὶ τὴν ἐπιφύλαξιν ποὺ ἔγινε κατ' ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἁρθροῦ 53.

ζ) καὶ τὴν γνωστοποίησιν ποὺ ἐλήφθη κατ' ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τοῦ ἁρθροῦ 36, παράγραφος 4, τοῦ ἁρθροῦ 41 παράγραφος 2 καὶ τοῦ ἁρθροῦ 54.

η) καὶ τὴν γνωστοποίησιν ποὺ ἐλήφθη κατ' ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τοῦ ἁρθροῦ 55 καὶ τὴν ἡμερομηνίαν ποὺ ἡ καταγγελία θὰ τεθεῖ σὲ ἰσχὺ.

Σὲ πίστωση τῶν ἀνωτέρω, οἱ ὑπογεγραμμένοι, δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπογράψαν τὴν παρούσα Σύμβαση.

Ἐγινε στὸ Παρίσι, στίς 11 Δεκεμβρίου 1967, στὴ γαλλικὴ καὶ τὴν ἀγγλικὴ γλώσσα καὶ σὲ ἑνὸς μόνον πρωτότυπον ποὺ θὰ κατατεθεῖ στὰ ἀρχεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Καὶ τὰ δύο κείμενα ἔχουν τὴν ἴδιαν ἰσχύν.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ κοινοποιήσῃ ἀκριβὲς ἀντίγραφον σὲ κάθε ὑπογράφων καὶ προσχωρῶν Κράτος.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεῖ νὰ δηλώσῃ ὅτι ἐπιφυλλάσσεται :

1. νὰ μὴ ἀναγνωρίζῃ τὴν ὑποχρέωσιν πληροφόρησης τῶν προξενικῶν λειτουργῶν, ποὺ προβλέπεται ἀπὸ τὴν παράγραφον 1 τοῦ ἁρθροῦ 6, ἐάν ὁ ἐνδιαφερόμενος, ἀφ' οὗ πληροφορηθεῖ

χωρίς καθυστέρηση τὰ δικαιώματά του, δὲν τὸ ζητήσει καὶ νὰ μὴν ἐπιτρέπει τὴν ἄσκηση τοῦ δικαιώματος ἐπίσκεψης ποὺ προβλέπεται ἀπὸ τὶς παραγράφους 2 καὶ 3 τοῦ ἄρθρου 6, παρὰ μόνον ἐὰν ὁ ἐνδιαφερόμενος δὲν ἀντιτίθεται σ' αὐτό.

2. νὰ ἀποφασίζει, ὅτι οἱ γνωστοποιήσεις ποὺ οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ θὰ δημοσιεύουν γιὰ τοὺς ὑπηκόους τοὺς στὸ πλαίσιο τῆς ὑποπαραγράφου (α) τοῦ ἄρθρου 8, σὲ καμιά περίπτωση δὲν θὰ δημοσιεύονται στὸν ἐγγύριο τύπο.

3. νὰ μὴν ἐπιτρέπει στοὺς προξενικοὺς λειτουργοὺς νὰ παραλαμβάνουν σὲ οἰαδήποτε μορφή ψηφοδέλτια ποὺ θὰ τοὺς ἐπιδίδονται στὸ πλαίσιο τῆς ὑποπαραγράφου (β) τοῦ ἄρθρου 8 ἀπὸ τοὺς ὑπηκόους τοὺς ποὺ ἐπιθυμοῦν νὰ συμμετάσχουν σὲ δημοψήφισμα ἢ ἐκλογές.

4. νὰ μὴν ἀναγνωρίζει ἀποτελέσματα στὸ ἔδαφός του ἀπὸ τὶς πράξεις προσωπικῆς κατάστασης ποὺ συντάσσονται ἀπὸ τοὺς προξενικοὺς λειτουργοὺς σύμφωνα μὲ τὴν ὑποπαραγραφο (α) τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 13.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ II

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη ἀναγνωρίζουν ὅτι ἡ Αὐστρία δὲν ὑποχρεοῦται νὰ ἐφαρμόσει ὡς πρὸς τὴ ναυσιπλοΐα στὸ ἐσωτε-

ρικό τοῦ ἔδαφους τῆς τὶς διατάξεις τοῦ Κεφαλαίου IV τῆς παρούσας Σύμβασης ποὺ ἀφοροῦν στὴ θαλάσσια ναυσιπλοΐα.

Ἄρθρο δεύτερο.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ νόμου αὐτοῦ ἀρχίζει ἀπὸ τὴ δημοσίευσή του στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν νὰ δημοσιευθῇ στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τὸ κείμενον τοῦ παρόντος καὶ νὰ ἐκτελεσθῇ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθήνα, 22 Ἰουνίου 1983

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ ΓΕΩΡΓ. - ΑΛΕΞ. ΜΑΓΚΑΚΗΣ

Θεωρήθηκε καὶ τέθηκε ἡ Μεγάλη Σφραγίδα τοῦ Κράτους.

Ἀθήνα, 22 Ἰουνίου 1983

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ